



Journées d'études sur l'Europe de l'Est

La stalinophobie opportuniste de l'OCI

S'adressant aux quelques milliers de personnes dans la salle, lors des journées d'études sur l'Europe de l'Est organisées par l'OCI le 14 novembre dernier à Paris, Pierre Lambert a explicitement renié l'analyse trotskyste des Etats ouvriers déformés :

"Je pense que nous, l'OCI, nous avons fait des erreurs dans la définition des pays de l'Est. Autant je pense que l'URSS est un Etat ouvrier dégénéré, je crois qu'on a dit, nous, Etats ouvriers déformés pour les autres pays. C'est une erreur, parce qu'il n'y a pas d'Etat polonais, c'est un Etat importé de la bureaucratie soviétique. Il n'y a pas d'Etat tchécoslovaque, c'est un Etat importé de la bureaucratie soviétique."

Les remarques de Lambert, malgré leur aspect conjoncturel, sont un signe que l'OCI, qui s'est toujours enorgueillie de sa fidélité verbale à «l'orthodoxie» trotskyste, est en train de flirter avec une révision fondamentale de l'analyse marxiste des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, de toute évidence au profit d'une théorie «capitaliste d'Etat».

Lambert répondait à une intervention de la Ligue Trotskyste de France (LTF), section sympathisante de la tendance spartaciste internationale (TSI). Le camarade de la LTF avait critiqué l'attitude «démocratique» de l'OCI envers la défense des dissidents persécutés par la bureaucratie stalinienne. Ce n'est pas un hasard si les milieux sociaux-démocrates sur lesquels l'OCI s'oriente l'ont évincée d'un meeting pour la défense de 6 prisonniers politiques en URSS, Europe de l'Est et Amérique Latine; meeting qui s'est d'ailleurs transformé en manifestation anti-communiste au service du front populaire. Cf. «Politique de défense et ligne de classe», *Le Bolchévik*, novembre 1976). Le camarade qui parlait au nom de la LTF fit remarquer que les sociaux-démocrates et les staliniens n'ont réussi à transformer le meeting du 21 octobre en une «tribune de l'anti-communisme» que grâce au fait que l'OCI a toujours refusé de mettre «la question de la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés et de l'Etat ouvrier dégénéré russe» au centre de son travail de défense.

A la dernière minute, l'OCI, qui avait joué un rôle très important dans un meeting semblable pour la libération de Léonid Pliouch il y a un an, refusa de participer au meeting du 21 sous prétexte que c'était un coup publicitaire organisé par Laurent Schwartz en faveur du bloc électoral



Pierre Lambert

Workers Vanguard

de l'Union de la Gauche. Depuis le mois de juin, Schwartz manœuvrait pour exclure l'OCI du meeting du 21 octobre, parce que pour transformer un tel meeting en manifestation anti-soviétique, il faut tout de même bien neutraliser ceux qui se réclament de l'héritage de Trotsky. Durant cette période, l'OCI aurait pu saisir cette occasion de lutter contre cette perversion du travail de défense, mais elle a préféré s'enfuir la tête dans le sable. Le résultat, c'est qu'elle a paru donner son approbation à ce meeting tout en s'y voyant refuser un porte-parole.

Défendez les acquis d'octobre!

Après une pareille débacle, les dirigeants de l'OCI se sont sentis obligés, semble-t-il, de répondre en longueur aux critiques mordantes de la LTF, dont une deuxième intervention opposa à l'opportunisme de l'OCI l'attitude

principielle léniniste par rapport à la défense des dissidents persécutés dans les Etats ouvriers déformés :

«Je voudrais poser trois principes de base qui me paraissent essentiels pour des trotskystes pour mener cette bataille, je parle des trotskystes de la tendance spartaciste internationale, qui sont: 1) la condition primordiale, la défense inconditionnelle des Etats ouvriers déformés et de l'Etat dégénéré contre les attaques de l'impérialisme; 2) la lutte pour la révolution politique dans ces Etats; 3) la différenciation politique entre les différents opposants à la bureaucratie dans ces pays.»

Le camarade poursuit en faisant remarquer que si l'OCI refuse de fonder son opposition à la répression stalinienne sur ces principes de classe, indissolublement liés entre eux, et qui servent à tirer la ligne de classe, c'est à cause de sa capitulation devant la social-démocratie et parce qu'elle convoite les faveurs des dissidents de tout poil, de Jiri Pelikan à Léonid Plioutch.

Un numéro spécial du *Bolchévik* distribué à ces journées d'études constatait que «dans les pays capitalistes, les «défenseurs de la liberté» qui ne demandent qu'à dénoncer les crimes du stalinisme ne manquent pas». La TSI a toujours critiqué le refus congénital de l'OCI à se dissocier des «anti-staliniens» pro-impérialistes. *Le Bolchévik* citait une lettre du 16 janvier 1973 de la Spartacist League/US au Comité pour la libération immédiate des prisonniers politiques dans les pays de l'Europe de l'Est (impulsé par l'OCI):

«C'est ainsi que la lettre ouverte de Jiri Pelikan à Angela Davis fut largement reproduite par la presse libérale et anti-communiste aux Etats-Unis avec des commentaires nettement anti-communistes. C'est ainsi que le mot d'ordre «libérer les prisonniers politiques» ne se sépare pas suffisamment des campagnes directement anti-communistes, tels «libérer les juifs soviétiques» ou de soutien aux «freedom fighters» hongrois tel que le cardinal Mindszenty[...] C'est dans ce cadre que nous voyons, par exemple, l'Appel sur la Tchécoslovaquie,

impulsé par la Ligue des droits de l'homme et signé par le Comité et par l'OCI, dans lequel les signataires s'engagent à s'opposer à la répression, «quelle que soit l'opinion des victimes de la répression.»

Avec l'absence de l'OCI, le meeting du 21 octobre est devenu le véhicule pur et simple de la politique anti-soviétique des libéraux et des sociaux-démocrates, à laquelle le Parti Communiste français (PCF) donne désormais son approbation tacite. Le PCF se donne beaucoup de mal pour prendre ses distances de Moscou depuis qu'il donne dans «l'Eurocommunisme» afin de se faire une réputation de «démocrate» respectable et de pouvoir jouer un rôle de premier plan dans un gouvernement de l'Union de la Gauche.

Et pourtant, Pierre Juquin, porte-parole du PCF à ce meeting de «défense» a été le seul orateur qui ait au moins fait allusion à une différence de classe entre les Etats ouvriers déformés et les dictatures d'Amérique du Sud. Aux journées d'études de l'OCI, Stéphane Just consacra une partie de ses remarques finales à attaquer la position trotskyste de la LTF en la qualifiant de «version modifiée, à la mode trotskyste de l'intervention de Juquin» et il traita la LTF de «petits complices de Juquin».

La stalinophobie de l'OCI

Poussant ses vieilles carences stalinophobes au point d'abandonner explicitement l'analyse trotskyste des Etats ouvriers déformés établis en Europe de l'Est à la fin des années 40 ainsi qu'en Chine, Asie du Sud-Est et à Cuba, l'OCI est obligée de s'attaquer à ceux qui soutiennent toujours la position trotskyste de défense inconditionnelle de ces Etats contre l'impérialisme, dans le cadre de la lutte pour la révolution politique pour balayer les bureaucraties staliniennes. Cette dernière révision du marxisme par l'OCI représente un pas de plus dans le sens du réformisme pur et simple, et s'exprime par des capitulations systématiques devant les sociaux-démocrates. La même logique réformiste fondamentale gouverne le suivisme de l'OCI par rapport à des sociaux-démocrates soutenus par la CIA (comme le Parti Socialiste de Soares au Portugal et Force Ouvrière de Bergeron en France) et la cour que fait l'OCI à des «libéraux de gauche» avoués, comme Plioutch, dont beaucoup ont une position de capitalisme d'Etat sur l'URSS et les Etats ouvriers déformés en Europe de l'Est.

Le tournant très droitier engagé par l'OCI depuis quelques années s'effectue à partir de faiblesses théoriques héritées du mouvement trotskyste orthodoxe dans la période de l'après-guerre. Les cadres dirigeants de ce qui est devenu l'OCI menèrent une lutte limitée et empirique contre le révisionnisme pabliste en 1950-1951, mais ils partageaient avec les pablistes l'idée que toute rupture avec la bureaucratie du Kremlin signifie une rupture avec le stalinisme. Ainsi, les prédécesseurs de l'OCI pensaient que «l'acte de naissance de la Révolution Chinoise fut le commencement de la fin du «stalinisme», du PC chinois [...]» et attaquèrent explicitement «les absurdités» [qui] nous ont souvent été servies pour «prouver» le caractère «stalinien» du P.C. yougoslave, que des idéalistes petits-

édition française

SPARTACIST 

(Fourth Internationalist)

Edité sous la direction du Secrétariat Intérimaire de la tendance spartaciste internationale, selon les termes de la Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale.

une revue du
MARXISME REVOLUTIONNAIRE

Comité de rédaction: L. Gordon
J. Sharpe
J. Lesueur

Mary Gordon pour la réalisation

Spartacist Publishing Co.

Box 1377, GPO, New York, N.Y. 10001 USA

numéro 13

avril 1977

bourgeois n'hésitent pas à définir comme *stalinisme sans Staline*» (*Où va le camarade Pablo?*, 1951 [souligné dans l'original]).

En 1972, un document de fondation du conglomérat international de l'OCI était catégorique : « Le stalinisme se définit, par sa subordination à la bureaucratie du Kremlin. Historiquement, le stalinisme n'est rien d'autre que la défense des intérêts de la bureaucratie du Kremlin ». C'est pourtant de par sa nature même qu'en dehors de l'Union Soviétique le stalinisme—qui est la raison d'être d'une caste nationaliste petite-bourgeoise dédiée au « socialisme dans un seul pays »—implique la possibilité de conflits avec la bureaucratie du Kremlin, puisque chaque parti stalinien au pouvoir poursuit sa politique nationaliste bornée du « socialisme » dans *son propre pays*.

A présent, l'OCI a mis ses insuffisances théoriques au service d'une orientation opportuniste à l'égard des dissidents de l'Union Soviétique et d'Europe de l'Est. Cela l'arrange bien de « rajuster » la compréhension léniniste de la nature de classe de l'Etat en caractérisant simplement les pays d'Europe de l'Est comme « des Etats qui ont échappé au contrôle de l'impérialisme ». En flirtant avec une position « capitaliste d'Etat » sur l'Europe de l'Est et en traitant ceux qui insistent sur la défense révolutionnaire des Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme de « complices de Juquin », l'OCI fait appel aux anti-marxistes dont l'opposition au stalinisme vient de la *droite*, dans le sens d'un bloc avec la bourgeoisie « démocratique ».

Comment l'OCI « résoud » une contradiction

« L'avantage » de la ligne de l'OCI par laquelle les pays d'Europe de l'Est ne seraient pas des Etats ouvriers déformés et les staliniens n'existeraient qu'au Kremlin, c'est qu'elle permet à l'OCI simultanément de former un bloc avec des « capitalistes d'Etat », comme Plioutch—dont l'anti-stalinisme rejoint la social-démocratie liée au State Department—et des réformateurs staliniens comme Pelikan—le bureaucrate tchécoslovaque en exil, dont le programme est une libéralisation dans la ligne du « Printemps de Prague » manqué. Plioutch et Pelikan, pour ne prendre que ces deux exemples, tomberont facilement d'accord avec Lambert, pour dire que les pays d'Europe de l'Est « peuvent être définis uniquement en relation avec la domination de la bureaucratie soviétique » qui empêcherait leur « libre développement ».

L'OCI « résoud » les contradictions de classe entre les « dissidents » en déclarant qu'il n'y a *pas* de pouvoir d'Etat dans les pays dirigés par des partis staliniens nationaux (une « analyse » qu'elle avance depuis 15 ans au sujet de Cuba). Vu ses éternelles protestations d'« orthodoxie », l'OCI hésite évidemment à se prononcer ouvertement pour le capitalisme d'Etat. Mais quel est le contenu de classe de ce que Lambert a appelé « un Etat bourgeois sans bourgeoisie » ? Comment l'OCI caractérise-t-elle des Etats qui ont « échappé au contrôle de l'impérialisme », mais qui ne sont pas des Etats ouvriers déformés ?

Les « dissidents » contre la ligne de classe

L'OCI, qui auparavant, avait été manifestement prise dans l'orbite de Jiri Pelikan est en train de faire cap sur Plioutch. Aux journées d'études, Jean-Jacques Marie, dirigeant de l'OCI, prit la parole pour défendre Plioutch après qu'un militant de la LTF ait attaqué sa participation à un meeting électoral pour le sénateur américain Henry Jackson. Lors de ce meeting électoral, Plioutch, s'est solidarisé avec la revendication de Jackson qui exigeait du gouvernement américain qu'il prenne des sanctions économiques contre l'URSS : pour Plioutch, un tel chantage de la part des impérialistes lui semblerait être une arme acceptable contre le totalitarisme stalinien.

Aux journées d'études de l'OCI, c'est Plioutch lui-même, répondant à une intervention des trotskystes de la LTF, qui expliqua le raisonnement de ceux qui refusent de tirer la ligne de classe :

« La deuxième question que [le camarade de la LTF] a abordé est le fait que nous devons avec toutes nos forces défendre l'Union Soviétique, indépendamment de son caractère bureaucratique. [...] La lutte pour les droits de l'homme unit des oppositions de droite et de gauche, tant que ne sera pas réalisé, résolu le problème des libertés politiques, il est impossible de résoudre les autres problèmes. Le problème de la situation économique des travailleurs, la participation à la direction de l'industrie et de l'agriculture, le problème du joug national et des persécutions religieuses. Et seulement quand nous aurons résolu cette tâche, cette tâche qui est liée au programme de la révolution bourgeoise, seulement à ce moment là viendra au premier plan la différenciation à l'intérieur de l'Union Soviétique. C'est pourquoi, aussi bien le comité pour la défense des droits de l'homme et le comité

MARXIST BULLETINS

Documentation sur
la lutte de la SL
contre le révision-
nisme pabliste du
SWP (1960-64)

• No. 1—"In Defense of a Revolutionary Perspective." A statement of basic position by the Revolutionary Tendency. Presented to the June 1962 plenary meeting of the National Committee of the Socialist Workers Party.

U.S. \$5.00

• No. 2—"The Nature of the Socialist Workers Party—Revolutionary or Centrist?" Discussion material of the Revolutionary Tendency within the SWP.

U.S. \$1.50

• No. 4—"Expulsion from the Socialist Workers Party." Documents on the exclusion of the Revolutionary Tendency supporters. Parts I and II.

Each part: U.S. \$1.25

SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377 GPO, NY, NY 10001 USA

JOURNEES D'ETUDES MARXISTES

13-14 NOVEMBRE

POLOGNE-HONGRIE

1956-1976



Entre Plioutch (à gauche) et Pelikan... les dirigeants de l'OCI

Informations Ouvrières

d'initiative, à ces comités participent aussi bien des marxistes que des anti-marxistes, des anti-socialistes, luttent aujourd'hui.»

Alors qu'au contraire seul le prolétariat—qui défend les formes de propriété nationalisées des États ouvriers déformés contre la restauration capitaliste et la reconquête impérialiste—peut établir la démocratie ouvrière à travers les soviets qui renversent les bureaucraties parasitaires stalinienne par la révolution politique. Il n'y a pas de «démocratie» qui soit indépendante du caractère de classe d'une société. Il y a la démocratie bourgeoise, fragile façade d'une société reposant sur l'exploitation brutale et l'oppression désespérée, et son antithèse, la démocratie ouvrière dans un Etat ouvrier.

Pour faire sa cour à Plioutch et aux sociaux-démocrates, l'OCI brouille la ligne de classe fondamentale entre des réactionnaires comme Alexandre Soljénitsyne et des militants qui veulent s'opposer au stalinisme du point de vue de la défense des conquêtes d'Octobre; entre les dupes et les sycophants de l'impérialisme et les futurs cadres de la révolution politique. Comme le fait remarquer *Le Bolchévik*:

«La TSI a elle aussi exigé la liberté d'expression politique, même pour des anti-marxistes confirmés comme Soljénitsyne ou Sakharov. (Nous aurions bien sûr une attitude totalement différente s'il s'agissait d'actes contre-révolutionnaires qui menaçaient la sécurité militaire de l'URSS.) Mais jamais un instant nous ne perdons de vue les profondes divergences que nous avons avec ces dissidents. Blanchir les positions pro-bourgeoises de Sakharov et de Yakir comme le fait l'OCI ne peut que servir les intérêts de la bourgeoisie d'une part, en construisant une solide réputation à des gens qui en fait sont hostiles au socialisme, et servir également les intérêts des staliens, qui cherchent eux-mêmes à mettre tous les dissidents dans le même sac: les libéraux bourgeois et les

révolutionnaires socialistes, tous «ennemis de l'Etat soviétique». »

Défense du trotskysme

Cette dernière révision du trotskysme par l'OCI survient au moment où elle s'efforce d'entrer au «Secrétariat Unifié» pabliste («SU/CORQI : Blocs sans principes et manoeuvres dérisoires», *Le Bolchévik*, No. 4, janvier 1977). Son suivisme éhonté à l'égard des «dissidents» anti-marxistes, chouchous des milieux sociaux-démocrates anti-soviétiques, est tout à fait dans la ligne de son orientation suivie en direction des forces sociales-démocrates dans des formations de front populaire, un appétit qu'elle partage avec le SWP américain. Après avoir signé l'abandon de ses références «anti-pablistes» dans un accord avec le Secrétariat Unifié, elle rejette à présent explicitement l'un des piliers du trotskysme: la caractérisation du stalinisme.

Seule la tendance spartaciste internationale a maintenu aux journées d'études la position trotskyste de défense inconditionnelle de tous les Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme dans le cadre de la lutte pour en finir avec la répression stalinienne, par une révolution politique afin d'établir la démocratie prolétarienne.

- Pour la renaissance de la Quatrième Internationale!
- Pour la révolution socialiste contre le capitalisme!
- Pour la défense révolutionnaire des Etats ouvriers déformés et dégénéré!
- Pour la révolution politique contre le règne bureaucratique stalinien!

Traduit de *Workers Vanguard* No. 138, 24 décembre 1976

Le combat à France-Soir et la liberté de la presse

Du 18 au 23 août et de nouveau le 28 août 1976, *France-Soir*, le plus grand quotidien français, fut paralysé par une grève de ses 206 employés et rédacteurs. Ces débrayages, soutenus par l'Union nationale des syndicats des journalistes (UNSJ), furent provoqués par la prise en main imminente de *France-Soir* par Robert Hersant, patron réactionnaire d'un cartel de presse. L'empire d'Hersant comprend déjà onze quotidiens, dont le *Figaro* conservateur (avec *France-Soir*, le tirage global des journaux Hersant englobe le sixième des lecteurs français), ainsi que neuf hebdomadaires ou bi-hebdomadaires, neuf revues et plusieurs imprimeries.

L'opposition à l'offre d'Hersant coïncide avec une période d'agitation ininterrompue au sein de l'industrie du livre. Les dernières années ont vu une réduction généralisée du tirage et une diminution des profits. De nombreux journaux en sont atteints, de très anciens cartels sont en train de se dissoudre et les patrons adoptent une politique de réduction des coûts salariaux en introduisant des techniques de photocomposition avancées. Cette tentative de rétablir la rentabilité provoqua une occupation d'usine et de violentes batailles de rue pendant la dure et longue grève au *Parisien Libéré* (voir « Union de la Gauche, briseurs de grèves », *Spartacist* édition française, No. 10, octobre 1975).

La journée d'action du 26 août vit 2 000 journalistes manifester à Paris et des arrêts de travail dans la presse allant d'une durée de quelques heures jusqu'à 12 heures à l'Agence France Presse. Les journalistes de *France-Soir* demandèrent l'intervention du président Valéry Giscard d'Estaing et déposèrent une plainte contre l'achat d'Hersant. Un mois plus tard, du 17 au 24 septembre, les journalistes refusèrent de signer leurs articles en protestation contre la censure de l'éditeur.

Depuis le début, le conflit de *France-Soir* a posé une série de problèmes complexes: les journalistes demandent un « contrôle journaliste sur la ligne éditoriale » en réponse à la censure des propriétaires; ils exigent un patron « indépendant et honnête » plutôt qu'un ancien collaborateur; des partisans de l'Union de la Gauche interviennent et des conflits éclatent au sein de la majorité présidentielle de Giscard; on demande l'intervention de l'Etat contre la concentration de la presse, et la défense de l'emploi face au chômage croissant dans l'industrie. La nature complexe du conflit reflète l'antagonisme plus profond entre le droit bourgeois-démocratique à la liberté de la presse et les rapports de propriété capitalistes.

Dans l'industrie de la presse en contraction Hersant a une certaine renommée pour avoir rendu des journaux « viables » par la réduction massive de l'emploi. C'est par euphémisme qu'il appelle « compression du personnel » le licenciement de plusieurs centaines d'ouvriers qui suivit l'achat de *Paris-Normandie* et du *Figaro*. Sous la pression du Syndicat du livre, les journalistes ont fait figurer la question de l'emploi dans leurs revendications. Cependant,

c'est là clairement une question secondaire—un porte-parole des grévistes a déclaré:

« L'arrivée de M. Robert Hersant reste la raison essentielle de notre combat, mais l'élargissement de notre action au sein de l'entreprise conduit à exiger de la direction du journal des garanties précises concernant l'emploi, le maintien des avantages acquis pour l'ensemble des personnels et le respect des accords signés. »

—*Le Monde*, 23 août 1976

Les journalistes en grève déclarent que leur action défend la « liberté » et le « pluralisme de l'information ». En outre, ils rappellent constamment les dangers de la concentration de la presse française. Aussi, le 8 juillet, peu après la vente de 50 pour cent des actions de *France-Soir* à Hersant, les rédacteurs du journal demandèrent la nomination d'un administrateur judiciaire pour enquêter sur la vente et appliquer une obscure loi de 1944 restreignant les propriétaires de la presse. Cependant, cette opposition n'est pas uniquement un réflexe contre la monopolisation, comme l'indique le fait que Hachette, la plus grande entreprise commerciale de la presse européenne, et propriétaire de *France-Soir* avant l'achat par Hersant, ne fut quasiment jamais mentionné par le passé.

La politique de la prise de contrôle de France-Soir

La querelle concernant l'acquisition de *France-Soir* a de claires implications politiques. Un des rédacteurs a déclaré:

« Le problème est politique: nous avons commencé la grève pour que le gouvernement force Hersant à faire machine arrière, car nous savons qu'Hersant n'est rien d'autre que la créature de certains pouvoirs politiques. »

Informations Ouvrières, 25 août - 1er septembre 1976

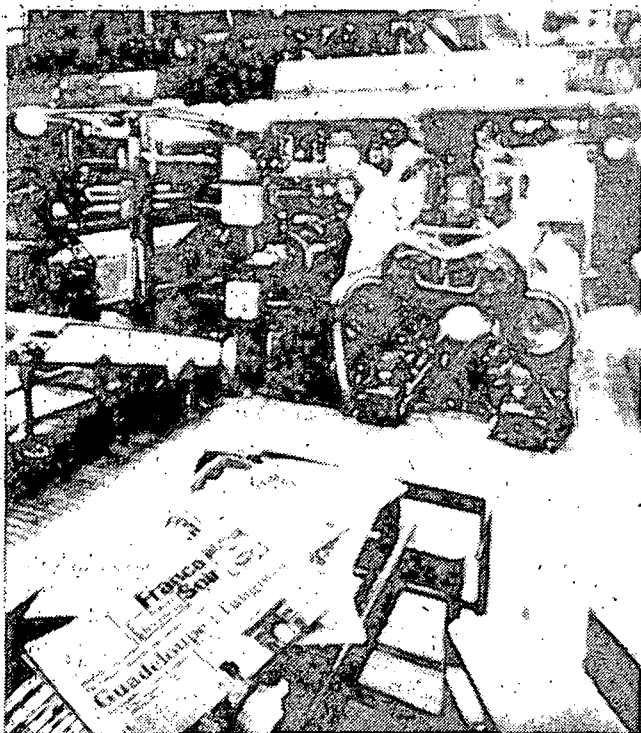
Dans cette optique, il importe d'examiner le passé d'Hersant et celui de *France-Soir*.

Pendant l'occupation allemande de Paris, Hersant était à la tête d'un groupe de jeunes pro-nazi et rédacteur de son journal, *Jeune Front*. A la suite de la levée d'interdiction de l'activité politique des collaborateurs, Hersant fut élu député gaulliste à l'Assemblée Nationale et reprit le journalisme. Les moyens qu'il utilisa pour construire son empire de presse restent cependant mystérieux: on dit qu'il paierait tous ses achats avec des billets de 500 francs afin de dissimuler ses sources (*Economist*, 28 août 1976). Les gaullistes au gouvernement, particulièrement l'ancien premier ministre Chirac, seraient intervenus pour lui assurer des prêts par l'intermédiaire de banques nationalisées.

France-Soir était de son côté le journal le plus important de la résistance bourgeoise pendant la guerre. Il fut publié clandestinement sous le titre, *Défense de la France*; sa commercialisation débuta en 1947 quand Hachette

commença à investir dans l'entreprise. Après la prise de contrôle totale par Hachette, le tirage diminua de façon importante, tombant de 1,2 million en 1963, à son chiffre actuel de 600.000. Le journal est aujourd'hui déficitaire.

La propagande des journalistes se réfère constamment à cette période : « Nous qui avons combattu pour la libération de la France [...] combattons pour rester des journalistes libres ». Cette propagande exprime implicitement le désir de remplacer Hersant par un



L'imprimerie de France-Soir

A. Nogues/Syigma

propriétaire ayant un point de vue plus proche de l'UNSJ (généralement alignée sur l'Union de la Gauche). Une des propositions de l'Intersyndicale était de « prendre contact officiel avec toutes les offres honorables d'aide à *France-Soir* » (y compris une offre de Michelin). Une des sources de mécontentement résulta du refus de prendre en considération l'offre d'achat faite au nom de Claude Perdriel, l'éditeur millionnaire du *Nouvel Observateur* favorable au Parti Socialiste (PS).

Le mainmise d'Hersant sur le journal est une affaire véreuse qui reflète les divisions politiques actuelles. Les difficultés économiques ont atteint plus sévèrement les journaux commerciaux favorables au gouvernement que *l'Humanité*, organe du Parti Communiste (PC). Les journaux menacés furent l'objet de nombreuses tentatives de renflouement, et il est évident que le refus de l'offre du *Nouvel Observateur* découle de sa ligne éditoriale favorable au front populaire.

La vente directe du journal à Hersant aurait probablement créé un tumulte beaucoup plus grand. En fait, la première transaction s'est effectuée entre Hachette et un certain Paul Winkler. Hersant déclarait à l'époque qu'il « n'envisageait pas la prise de contrôle de *France-Soir* » (*Le Monde*, 20 août). Cependant, moins d'un mois après avoir acheté le journal, le nommé Winkler en vendait 50 pour cent à Hersant et indiquait que des « difficultés

financières » pourraient l'obliger à vendre l'entière propriété du journal. Il y a toute raison de croire que Winkler agissait comme simple intermédiaire.

De son côté, l'Union de la Gauche (qui tourna le dos à la grève militante du *Parisien Libéré*) dénonçait le monopole du gouvernement sur la presse quotidienne de Paris. Le leader du PS, François Mitterrand, Marchais, secrétaire général du Parti Communiste et les Radicaux de Gauche ont tous déclaré publiquement qu'ils soutenaient les journalistes de *France-Soir*. En outre, le gouvernement est aujourd'hui menacé d'une rupture entre les Républicains Indépendants de Giscard et les gaullistes dirigés par Chirac. Les transactions bancaires au compte d'Hersant, pro-gaulliste, furent combinées par Chirac l'été dernier, pendant la visite officielle de Giscard en Afrique, et on s'accorde à penser que, Chirac sorti du gouvernement, les près de l'Etat à Hersant ne se concrétiseront plus.

Défendez la liberté de la presse!

Hersant a prétendu jouer le rôle de sauveur de *France-Soir* en alléguant que le journal devrait perdre 20 millions de francs cette année et en maintenant qu'il « sauvegarde[r]ait les emplois de 2 000 professionnels ». En même temps il menaçait ouvertement les journalistes en affirmant qu'il n'existe pas de « philanthropes prêts à investir leur argent dans un journal en laissant toute indépendance à la rédaction » (cité par le *New York Times*, 27 août). Winkler affirmait aux journalistes « je suis toujours le seul directeur éditorial des journalistes », mais cette remarque est aussi devenue une menace... et l'on s'attend à la disparition prochaine de Winkler.

Face aux déclarations d'Hersant et à sa façon d'agir au *Figaro* et autres journaux dont il a assuré la direction, l'UNSJ dénonça la menace à la liberté de la presse dans le conflit de *France-Soir*:

« L'indépendance des journalistes, garantie d'une information honnête et de qualité, la dignité professionnelle des hommes qui assurent—dans la diversité—ce qui devrait être le service public de l'information, l'exercice par les citoyens de ces libertés publiques qui ont nom liberté de la presse, liberté d'expression, droit à l'information: voilà ce qui est en cause dans le conflit de *France-Soir*. »

—*Le Monde*, 27 août 1976

Que cette menace soit réelle fut indiqué par la série d'événements qui se succédèrent lorsque Winkler, qui était déjà éditeur, assumait les postes de rédacteur en chef et directeur de la rédaction à *France-Soir*. Selon certaines informations, il aurait mécontenté les journalistes en censurant sévèrement leurs articles par téléphone. Après un incident—au cours duquel il rajouta à un article son approbation de la position ultra-dur de Poniatowsky, ministre droitier de l'intérieur, laquelle mettait en danger les passagers d'un avion détourné par des réactionnaires croates—les journalistes et rédacteurs votèrent, en protestation, de ne plus signer leurs articles pendant huit jours (*Rouge*, 20 septembre 1976).

Dans ce cas précis, les trotskystes soutiennent les journalistes de *France-Soir* dans leur lutte contre le

contrôle monopoliste et la censure de la presse. [...]

Les divergences politiques [...] importantes comme, par exemple, celles qui séparent l'éventuel éditeur gaulliste de *France-Soir* et l'UNSJ (alignée sur l'Union de la Gauche), ne doivent pas inciter les ouvriers conscients de classe à se mettre du côté des «progressistes» contre les réactionnaires. En période de domination bourgeoise, les marxistes ne revendiquent pas que l'on interdise à quelque parti capitaliste ou courant politique que ce soit de s'exprimer dans la presse. Toutefois il existe en France une tradition historique qui veut que les journalistes aient un certain degré d'autonomie éditoriale et d'indépendance politique; suite à la collaboration de la presse bourgeoisé avec les nazis, les journaux d'après-guerre furent construits par des journalistes qui avaient créé les organisations clandestines. C'est cette autonomie qui est menacée par la mainmise d'Hersant sur *France-Soir*.

Les grévistes de *France-Soir* dépassèrent leur opposition à Hersant et exigèrent «la responsabilité exclusive de l'équipe rédactionnelle sur la gestion de l'information» (*Rouge*, 21 août 1976). La question du contrôle de la ligne politique de la presse par les journalistes, qui fut soulevée lors des événements de mai-juin 1968, est une utopie libérale. (Pourquoi les journalistes, voire même les ouvriers du livre, devraient-ils définir la ligne politique? Un gouvernement ouvrier distribuerait les moyens de production de la presse et les matériaux nécessaires à la production de la presse, proportionnellement au soutien accordé, au sein de la classe ouvrière, aux différentes tendances.) Néanmoins, sans partager les illusions autogestionnaires des journalistes de *France-Soir*, ou le mythe libéral d'une presse «objective», le mouvement ouvrier doit soutenir leur combat pour conserver le degré d'autonomie journalistique acquis, et s'opposer à la censure de la direction.

Le monopole de la presse et le contrôle de l'Etat

L'opposition au contrôle monopoliste de la presse est une juste cause. Comme l'écrivait Jacques Sauvageot dans

Le Monde du 24 août 1976, «[...] la presse, chargée d'idéologie, n'est pas, comme M. Hersant voudrait le faire croire, une marchandise comme les autres». Tandis que dans les cas de l'industrie et de la finance, les marxistes n'apportent aucun soutien aux idées utopistes qui voudraient dissoudre les trusts et retourner aux jours du capitalisme pré-monopoliste, nous soutenons le maximum de diversité dans la presse. Mais cela ne veut pas dire soutenir un patron «progressiste» contre un éditeur «réactionnaire». De plus, il est très dangereux de faire appel à l'Etat pour qu'il détermine la concentration de propriété permise sur les moyens d'information.

Comme Trotsky le déclarait dans «Liberté de la presse et la classe ouvrière» (août 1938):

«Il est essentiel de mener contre la presse réactionnaire un combat sans trêve. Mais les ouvriers ne peuvent pas permettre à l'appareil répressif de l'Etat bourgeois de se substituer au combat qu'ils doivent mener à travers leurs propres organisations et leur propre presse. Aujourd'hui, l'Etat peut apparaître «bien disposé» à l'égard des organisations ouvrières; demain, le gouvernement peut tomber, tombera inévitablement aux mains des éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Dans ce cas, toutes les lois restrictives existantes seront jetées à la tête des ouvriers. Seuls des aventuriers, uniquement concernés qu'ils sont par les besoins du moment, ne s'apercevraient pas d'un tel danger.»

«Le moyen le plus efficace de combattre la presse bourgeoise est le développement de la presse de la classe ouvrière.»

Aux mains de l'Etat capitaliste, même les lois en apparence les plus favorables à la presse sont à double tranchant et peuvent se retourner contre la classe ouvrière. On peut clairement s'en apercevoir en examinant l'histoire des lois sur la presse datant de la libération, auxquelles les journalistes de *France-Soir* font aujourd'hui appel.

La loi en question est une ordonnance du 26 août 1944 destinée à éliminer la corruption et la lâcheté de la presse sous la Troisième République et le régime de Vichy.

Selon ses dispositions, un particulier où une entité ne peut posséder qu'un seul quotidien ayant un tirage supérieur à 10 000 ou un hebdomadaire ayant un tirage supérieur à 50 000. Hersant enfreint déjà cette loi qui n'est

Publications de la tendance spartaciste internationale

Australasian Spartacist

monthly organ of the Spartacist League of Australia and New Zealand
\$5 U.S./12 issues — Airmail
GPO Box 3473, Sydney, NSW, 2001 Australia

Le Bolchévik

organe de la Ligue Trotskyste de France
2 00 f.
Pascal Alessandri, B.P. 336, 75011 Paris, France.

Spartacist Canada

monthly organ of the Trotskyist League of Canada
\$2 Can./11 issues (one year)
Spartacist Canada Publishing Association
Box 6867, Station A, Toronto, Ontario, Canada

Kommunistische Korrespondenz

herausgegeben von der Trotzkistischen Liga Deutschlands
Jahresabonnement 8,50 DM
Auslandsluftpostabonnement 10,— DM (Ein Jahr)
TLD, Postfach 11 0647, 1 Berlin 11
Postcheckkonto Berlin West:
503 57 — 107 (Wolfgang Hohmann)

Workers Vanguard

weekly organ of the Spartacist League/U.S.
\$U.S. 5/48 issues (one year)
\$U.S. 20/48 issues — Airmail
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, N.Y., N.Y. 10001 U.S.A.

que rarement appliquée (si elle l'est jamais) puisque le *Figaro*, *Nord-Matin*, *Nord-Eclair*, *Paris-Normandie* et *Le Havre-Presse* tombent dans son domaine d'application.

Les articles de cette ordonnance (qui fut préparée à Alger et promulguée le jour même de l'entrée du gouvernement provisoire de de Gaulle à Paris) visaient de toute évidence les journaux fascistes/collaborateurs subventionnés par les allemands et la presse jaune réactionnaire. Les dispositions anti-monopole (articles 4 et 9) s'appliquaient aux manoeuvres financières, et à la construction d'empires de presse mises en lumière par l'affaire Stavisky en 1934. Une autre disposition (article 10), obligeant les rédacteurs à fournir à la police les noms

d'exproprier la presse collaboratrice, les marxistes n'exigent pas de l'Etat capitaliste l'élimination des réactionnaires. Quand une loi est adoptée dans ce but elle est presque toujours dirigée contre les «extrémistes», en général, et surtout utilisée contre la gauche. Un exemple classique fut la loi sur la presse du 30 septembre 1944 qui (contrairement à l'ordonnance inopérante du 26 août) fut précisément appliquée à cause de son mordant et put être utilisée par la bourgeoisie comme arme répressive.

La, encore, le but officiel était d'interdire tous les journaux nazis et collaborateurs (publiés après la mi-quarante dans les régions occupées par les allemands et après 1942 dans la France de Vichy). Pourtant, la même loi exige de tous les journaux et périodiques qu'ils obtiennent



Deux mille journalistes manifestent leur soutien aux grévistes de *France-Soir* devant la Bourse. Comme dans la lutte du *Parisien Libéré*, la tactique des grèves tournantes, préconisée par les stalinien, ne mène qu'à la défaite. Pour obliger la bourgeoisie à faire marche arrière, il faut une réponse centralisée contre les licenciements.

réels des journalistes utilisant des pseudonymes, visait les feuilles à scandale et la diffamation, en particulier des politiciens de gauche, caractéristique de la presse monopoliste de droite d'avant-guerre. L'article 3 (seuls des français peuvent financer un journal) et l'article 13 (un journal ne peut pas recevoir de subventions d'un gouvernement étranger) visaient le journal fasciste de Doriot (financé par l'Allemagne) et d'autres journaux collaborateurs.

Il est cependant tout aussi clair qu'une telle mesure pourrait facilement être utilisée contre la presse ouvrière et de gauche. On poursuivra certainement un soldat de gauche anonyme protestant contre la répression dans les casernes, avant que la police ne recherche un calomniateur de droite se cachant derrière un pseudonyme. C'est la presse d'une tendance communiste véritablement internationaliste qui sera accusée de «recevoir des fonds de l'étranger», plutôt que les publications catholiques, subventionnées par le Vatican. Quant aux dispositions anti-monopole, il suffit de remarquer qu'en octobre 1944, le Parti Communiste français publiait 17 quotidiens et près de 200 hebdomadaires — enfreignant ainsi directement l'ordonnance du 26 août.

De plus, même lorsqu'une législation pourrait être votée par des députés révolutionnaires au sein d'un parlement bourgeois, telle la loi de mai 1945 dont le seul but était

une autorisation préalable, auprès du ministère de l'information de paraître légalement. C'est ainsi que toutes les publications clandestines antérieures furent autorisées, à l'exception du journal trotskyste *La Vérité!* Jusqu'en décembre 1945, presque un an et demi après la libération, *La Vérité* fut obligée de paraître clandestinement, et en juin 1945, le gouvernement tripartite (qui comprenait le PC) arrêta trois de ses rédacteurs.

La gauche et l'intervention de l'Etat

Même quand, en soi, il n'est pas a priori incorrect de demander l'intervention de l'Etat — comme dans le cas des journalistes de *France-Soir* réclamant auprès de la justice l'interdiction de la vente du journal à Hersant, en application des clauses anti-monopole de l'ordonnance du 26 août 1944 sur la presse — les marxistes avertissent du danger de censure que toute intervention gouvernementale pourrait entraîner. Ce genre de considération est tout à fait étranger aux aventuriers pseudo-trotskystes de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR). Assurant que «cette ordonnance permet une lutte intéressante rassemblant tous les ouvriers de la profession», la LCR résume la dispute de *France-Soir* en déclarant: «L'objectif de l'application de

l'ordonnance de 1944 est le démantèlement et l'expropriation du groupe d'Hersant» (*Rouge*, 21 août).

Qui donc va exproprier le groupe Hersant — l'Etat bourgeois, sous Giscard, ou sous l'Union de la Gauche? La LCR n'exclut pas cette éventualité. Alors pourquoi ne pas ajouter Prouvost, Amaury et d'autres cartels? La revendication de nationalisation de l'information par l'Etat bourgeois invite directement à la censure massive — une menace directe à la liberté de la presse. Non seulement l'application de cette revendication permettrait de restreindre la presse ouvrière et socialiste mais aussi, les enquêtes «bourgeoises» comme les révélations du *Washington Post* sur Watergate, la publication des «Pentagon Papers» par le *New York Times* ou les révélations du *Nouvel Observateur/Canard Enchaîné* sur les écoutes téléphoniques de Poniatowski deviendraient virtuellement inconcevables.

Ce n'est pas la première fois que la LCR démontre son aveuglement criminel sur la nature de classe de l'Etat. En juin 1973, Krivine et Cie. revendiquèrent la suppression des fascistes, et le régime gaulliste eut l'amabilité d'interdire *Ordre Nouveau* et la *Ligue Communiste*! L'article de *Rouge* du 21 août 1976 sur la grève des journalistes de *France-Soir* rappelle l'affaire *República* au Portugal, l'année dernière, où la LCR exigea de l'Etat bourgeois qu'il exproprie l'imprimerie du journal en question et en fasse la distribution juste au mouvement ouvrier!

Dans la même optique, la LCR demande la nationalisation du seul réseau monopoliste français de distribution de la presse, les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP). Grâce aux NMPP, établies à la fin des années quarante, les journaux de Paris sont délivrés à bon marché aux kiosques dans tout le pays. Un des corollaires de ce système est qu'il facilite l'existence et la distribution de pseudo-quotidiens à faible tirage, tels

Rouge, ou le *Quotidien du Peuple* maoïste. Cependant ce système de distribution est aujourd'hui menacé par l'introduction de procédés de transmission par fac-similé qui permettraient aux grands cartels (qui financent les NMPP) de produire les éditions régionales de leurs journaux à moindre coût.

Alors que des révolutionnaires s'opposeraient à toute tentative de réduction des services des NMPP, la LCR revendique — typiquement — l'expropriation du système de distribution et des procédés de transmission par fac-similé. En d'autres termes, ces pseudo-trotskyistes revendiquent que l'Etat bourgeois (qui en France saisit régulièrement des journaux pour des raisons politiques) détienne le monopole exclusif de la distribution de la presse.

La liberté de la presse est un problème important pour les communistes ainsi que pour les journalistes et pour tous les travailleurs. Tout en s'opposant à la concentration de l'information aux mains des barons de la presse tels que Hersant, Hearst et consorts, les marxistes luttent résolument contre toute tentative par l'Etat capitaliste à limiter l'information et l'expression d'opinion. Dans la période de décadence du capitalisme, les faillites de journaux et la concentration de la presse continueront mais, contrairement à l'industrie (dont nous revendiquons l'expropriation), la nationalisation de la presse par l'Etat bourgeois ne préfigure pas une rationalisation de la production. Au contraire, elle porte un coup (direct ou éventuel) aux libertés démocratiques.

Seul un régime basé sur la démocratie soviétique pourra exproprier les cartels de presse réactionnaires tout en conservant une authentique liberté de la presse: par la distribution équitable des imprimeries entre toutes les tendances — à l'exception de celles qui sont directement contre-révolutionnaires. •

Traduit de *Workers Vanguard*, No. 132, 5 novembre 1976

LE BOLCHEVIK

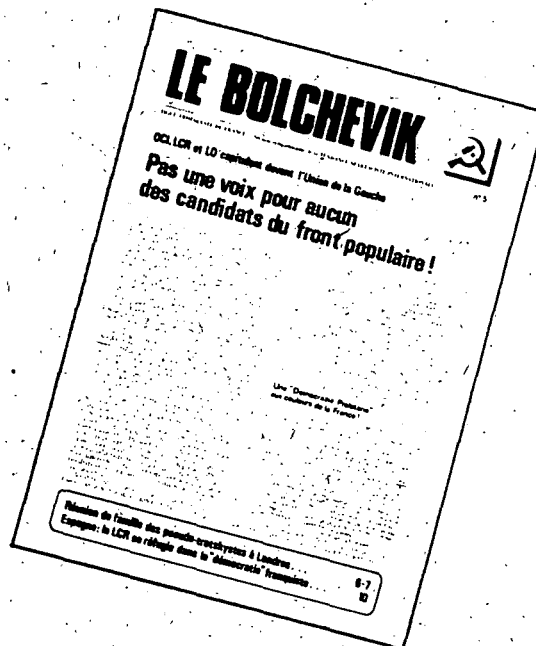
Organe de la
Ligue Trotskyiste de France
section sympathisante de la
tendance spartaciste internationale

NUMERO DE MARS 1977 2 F. \$.50

- PAS UNE VOIX POUR AUCUN DES CANDIDATS DU FRONT POPULAIRE!
- REUNION DE FAMILLE DES PSEUDO-TROTSKYSTES A LONDRES
- HANSEN EST UN REVISIONNISTE HONNETE
- ESPAGNE: LA LCR SE REFUGIE DANS LA "DEMOCRATIE" FRANQUISTE
- LE NATIONALISME QUEBÉCOIS ET LA LUTTE DES CLASSES

Pour toute commande:

P. Alessandri
B.P. 336
75011 Paris



La Vérité, premier journal résistant

Après la libération, les journaux collaborateurs et nazis furent interdits en France par plusieurs lois et décrets. Mais si, l'on voulait sortir légalement un journal ou un hebdomadaire, il fallait — sous le coup de ces mêmes lois — déposer une demande d'autorisation gouvernementale. Sous plusieurs ministres (Pierre-Henri Teitgen, Jacques Soustelle, André Malraux), et à cause de pressions stalinienne, on refusa à de nombreux reprises cette autorisation à *La Vérité*, organe du Parti Communiste Internationaliste (PCI) trotskyste.

Le numéro du 30 septembre 1944 de *La Vérité*, dans son article « *La Vérité [...] le premier journal qui résista à Hitler* », protestait contre cette persécution inspirée par les staliniens :

« On nous demande si *La Vérité* a été un organe « résistant » depuis quatre ans ? Le premier numéro de *La Vérité* parut ronéoté, dans la clandestinité, dès le mois d'août 1940. Il existait alors un autre organe clandestin : *l'Humanité*, mais tous les Parisiens se souviennent que *l'Humanité* était alors distribuée dans les rues avec le consentement tacite de l'occupant et qu'elle fit du reste une demande officielle pour paraître légalement. Elle paraissait alors sans une seule ligne contre l'occupation allemande en vertu des accords germano-russes qu'elle défendait chaudement. Au contraire, *La Vérité*, qui portait en manchette : « Ni Pétain, ni Hitler, gouvernement ouvrier et paysan » attaquait violemment le nazisme, dénonçait la razzia des marchandises, appelait au regroupement contre le fascisme des deux côtés de la ligne de démarcation, etc. [...] A notre connaissance, LA VERITE ETAIT LE PREMIER ORGANE RESISTANT [...] »

« Pendant quatre ans, dans 19 numéros ronéotés et 54 imprimés, *La Vérité* mena campagne contre le fascisme et l'impérialisme occupant. »

L'article expliquait avec force détails la façon dont le journal avait mené le combat contre le fascisme, le racisme et l'anti-sémitisme, pour le droit à l'autodétermination pour « tous les peuples, y compris les colonies », et contre la guerre impérialiste. Sur la lutte pour la fraternisation, *La Vérité* écrivait :

« Nous avons appelé les soldats allemands à retourner leurs armes contre leurs officiers et à fraterniser avec les travailleurs d'Europe, tandis que nous appelions en même temps les travailleurs de ce pays à s'adresser fraternellement aux travailleurs embrigadés par Hitler dans son armée, pour les appeler à lutter avec eux contre le fascisme et le capitalisme. Cette propagande est celle que *l'Humanité* nous reproche avec le plus de haine, prétendant que nous voulons « tendre la main aux assassins ». ... *La Vérité* répète au contraire, sans cesse, « il faut fusiller les agents de la Gestapo, les S.S., les officiers réactionnaires. C'est contre eux qu'il faut tendre la main aux ouvriers allemands en uniforme. » [...] »

« C'est pourquoi la Gestapo a réagi avec violence contre nos efforts de fraternisation. C'est ainsi que dans une seule affaire en octobre 1943, contre nos



(11 août 1944)

camarades qui éditait *Der Arbeiter* en Bretagne, 65 de nos camarades, dont 30 soldats allemands, furent arrêtés, déportés et assassinés ; à cette occasion, quatre membres de notre direction furent pris et torturés. »

« Mais cette répression n'empêcha pas le travail de continuer : jusqu'en août 1944 nous avons édité plusieurs organes en allemand, notamment *Unser Wort* et *Arbeiter und Soldat*, ce dernier diffusé dans les casernes à 5 ou 10 000 exemplaires. »

Après avoir expliqué comment les trotskystes avaient combattu contre le marché noir — manipulé par des gangsters — contre la baisse du niveau de vie des travailleurs, pour la grève et le sabotage en masse, contre les déportations, pour l'unité avec les partisans, et pour des milices ouvrières et la grève générale, l'article en tirait conclusion :

« Telle est, dans les grandes lignes, la politique que nos camarades ont défendue pendant quatre ans malgré les coups violents des polices de Hitler et de Pétain. On nous demande si nous avons été résistants ? Mais qu'on aille le demander aux centaines de nos militants qui ont payé de leur vie ou de leur liberté leur attachement à notre doctrine et leur dévouement à la classe ouvrière. »

« Pour ne parler que de quelques-uns de nos fusillés, c'est Meichler, ex-gérant d'*Unser Wort*, qui fut parmi les premiers fusillés de Paris, ce sont Marc Bourhis et Gueguen, le premier, secrétaire de notre rayon de Concarneau, le second, ancien maire communiste de Concarneau rallié à nos idées, tous deux fusillés en octobre 41 à Chateaubriant en même temps que Timbaud. Ce sont de jeunes ouvriers comme Lebacher de Drancy, des instituteurs comme Thiolon du XIe, des dirigeants régionaux comme Cruau de Nantes, de vieux militants comme Widelin, dirigeant de notre groupe allemand de Paris, pris et assassiné par la Gestapo parmi les derniers dans des circonstances particulièrement atroces, ou de jeunes ouvriers comme Van Hulst de Suresnes, tué d'une balle en plein front dans la lutte contre les miliciens de Darnand. [...] »

« Voilà ceux que *l'Humanité* ose traiter d'agents de la Gestapo ! Voilà ceux dont on nous demande s'ils « ont résisté à Hitler » !

Le SPD et le travail femmes révolutionnaire

(1900/1917)

«L'effondrement de la Deuxième Internationale, c'est l'effondrement de l'opportunisme socialiste. Ce dernier a fleuri en conséquence de la période «paisible» antérieure du mouvement ouvrier. Cette période apprit à la classe ouvrière à employer des méthodes importantes de lutte telles que le parlementarisme et toutes les possibilités légales, à créer des organisations économiques et politiques de masse, une presse ouvrière largement diffusée, etc.; d'autre part, cette période engendra une tendance à rejeter la lutte des classes et à prêcher la trêve entre les classes, à renier la révolution socialiste, à renier le principe même des organisations illégales, à reconnaître le patriotisme bourgeois, etc. Certaines couches de la classe ouvrière [...] de même que des sympathisants petits-bourgeois à l'intérieur des partis socialistes, se sont avérés le principal support social de cette tendance et le conduit de l'influence bourgeoise dans le prolétariat.»

V.I. Lénine. *Résolutions de la Conférence*, conférence des groupes P.T.S.D.R. à l'étranger, février 1915

Le Parti Social-Démocrate allemand (SPD), basé sur les syndicats industriels puissants, était devenu, vers la seconde moitié des années 1890, une véritable puissance sociale capable de diriger des sections entières du prolétariat allemand, occupant ainsi une place préminente dans le mouvement socialiste mondial. Ce poids social croissant devint une force motrice puissante qui propulsa l'aile réformiste, tout comme l'aile révolutionnaire du parti: la gauche envisageait la possibilité réelle d'une révolution socialiste où le parti dirigerait le prolétariat, tandis que la droite cherchait de plus en plus à conserver tout simplement sa position solide de négociateur *au sein* de la société capitaliste.

L'étude de cette période historique permet de mieux comprendre la question femmes, en partie à cause du travail de pionnier du SPD, sur le plan théorique et pratique, accompli dans la période d'avant-guerre. Tout aussi important, cependant, est le fait que l'histoire de cette période démontre au niveau quotidien qu'une solution à l'oppression des femmes est inséparable d'une vision du monde révolutionnaire, et qu'il faut lier la lutte pour la libération des femmes à un parti authentiquement révolutionnaire.

Ce n'est pas par hasard que ceux qui, comme Zetkin, luttèrent sans trêve pour un travail spécial et important d'agitation et de propagande chez les femmes, étaient parmi ces dirigeants de gauche du SPD qui défendaient fermement leur vision révolutionnaire prolétarienne contre toute manifestation d'étroitesse d'esprit et de chauvinisme: du syndicalisme, du parlementarisme et du nationalisme, jusqu'au phalocratie et au féminisme. Bien de ces camarades furent de ceux qui fondèrent le groupe Spartaciste en 1916, puis le Parti Communiste allemand

(KPD) en 1919, les organisations qui avancèrent le travail révolutionnaire chez les femmes.

Les bases sont jetées

Après de nombreuses années de débat sur la question femmes, le Congrès de Gotha de 1896 fit d'importants progrès en votant un long mémorandum sur cette question et en codifiant — dans un programme en huit points qui comprenait des revendications pour l'égalité au niveau du suffrage, de l'éducation et des salaires — la démarche du SPD dans l'organisation du prolétariat féminin. Ce même congrès vota des résolutions affirmant la nécessité d'un travail parmi les femmes, et il jeta les premières bases organisationnelles d'un tel travail. Cette démarche fut approuvée par une conférence internationale réunissant la même année à peu près 30 femmes socialistes venues d'Angleterre, d'Allemagne, d'Amérique, de Hollande, de Belgique et de Pologne. Cette dernière conférence se déroula en conjonction avec le Congrès International des Ouvriers et des Syndicats Socialistes. Les conférences de 1896 relevèrent l'opposition fondamentale entre le mouvement féministe-bourgeois et le mouvement prolétarien-socialiste des femmes, déclarant qu'étant donné le lien indissoluble entre la position humaine et sociale des femmes et la propriété privée, il fallait organiser le mouvement femmes en tant que partie constitutive du mouvement prolétarien révolutionnaire. Ces résolutions, qui concrétisaient une perspective révolutionnaire, établirent les fondements du travail femmes du SPD au



Rosa Luxemburg, à un meeting du SPD en 1907

Archiv für Kunst und Geschichte

début du vingtième siècle et servirent de modèle au reste du mouvement socialiste mondial.

L'organisation spéciale femmes

On admira tout particulièrement le parti allemand pour la façon originale dont il résolut la question organisationnelle et parvint à réconcilier la nécessité d'un travail spécial parmi les femmes à l'importance primordiale d'un parti prolétarien unifié. Il conçut une division du travail à l'intérieur du parti et combina une Commission — ou Bureau — Femmes ayant pour tâche de superviser le travail, et une organisation ou «section» distincte dirigée et organisée par le parti. Par son travail spécial visant les femmes, la section pouvait étendre l'influence du parti à des couches d'ouvrières qui n'auraient peut-être pas adhéré au mouvement en l'absence d'une telle section. Cette forme d'organisation ne fut développée qu'après bien des discussions et c'est seulement à la suite de débats passionnés au sein du parti qu'on la constitua. Des organisations distinctes de femmes socialistes avaient été créées qui, en général, étaient camouflées en «sociétés pour l'auto-éducation des femmes», en raison des lois sur l'association qui, jusqu'en 1908, limitèrent sévèrement l'activité politique des femmes et des jeunes; mais les dirigeants de ce travail insistaient sur le fait qu'il fallait porter une attention particulière au travail parmi les

femmes, même en l'absence de telles mesures législatives oppressives.

«Si elles [les camarades femmes] voulaient apporter le socialisme aux masses des ouvrières, elles étaient tenues pour cela de prendre en considération la conscience politique arriérée de ces femmes; leurs particularités émotionnelles, leur double fardeau à la maison et à l'usine; bref, tous les aspects particuliers de leur existence, de leurs actions, de leurs sentiments et de leurs pensées. Par conséquent, elles durent adopter en partie des méthodes et des moyens de travail nouveaux et chercher d'autres points de contact que ceux trouvés par les camarades hommes dans leur travail d'éducation et d'organisation chez les ouvriers.»

—O. Baader, *Rapport pour la Première Conférence Internationale des femmes socialistes*, Stuttgart, 1909

Plus tard, les membres de la tendance bolchévique russe et des partis socialistes d'autres pays défendirent, à l'intérieur de leurs propres groupes, la nécessité d'un travail spécial pris sur le modèle allemand, avec un Bureau, Comité, ou Commission de femmes qui serait chargé de diriger les recherches, l'agitation et la propagande et de sortir des publications spéciales pour les femmes, telles que le journal du SDP, *Die Gleichheit*.

«Cependant, dans tous les pays la victoire vitale dans ce débat revient aux défenseurs de la méthode allemande — la fusion des deux moitiés masculine et féminine de la classe ouvrière dans l'organisation du parti; tout en maintenant la *séparation et l'autonomie* de l'agitation parmi les femmes de la classe ouvrière.»

—Kollontai, *Les ouvrières luttent pour leurs droits*

Toute l'organisation du parti au cours de la fin des années 1890 et au début des années 1900 traversait une période de renforcement et de centralisation : le SPD se transformait d'une petite organisation illégale en un parti de masse. Signe de sa préoccupation croissante concernant le travail électoral, le SPD recommanda aux groupements locaux, jusqu'alors fédérés de manière assez floue, de se consolider en des organisations régionales, généralement contiguës aux circonscriptions électorales; ce mouvement représentait aussi une tentative saine de construction d'un parti national pouvant agir dans l'unité. Aux représentants, appelés Vertrauensmänner, incombait la tâche qui consistait à relier les groupes locaux à l'Exécutif central. Et il fut décidé en 1892 que, dans le cadre de l'organisation du prolétariat féminin, des représentantes spéciales seraient élues dans chaque région et une représentante centrale dirigerait le travail à l'échelle nationale et siègerait à l'Exécutif central. Le parti remplaça officiellement le terme Vertrauensmann, qui en allemand désigne exclusivement un représentant du sexe masculin, par le terme neutre Vertrauensperson.

Le débat sur le révisionnisme de Bernstein

Au cours de cette période de prospérité et de paix sociale relatives en Allemagne, les débats dans le parti tournaient autour de la théorie révisionniste de Bernstein sur le socialisme évolutionnaire. Abandonnant le point de vue matérialiste, Bernstein considérait l'Etat capitaliste démocratique, non pas comme un organe de l'oppression de classe qu'il fallait renverser, mais comme un instrument à maîtriser et à utiliser dans la réalisation du socialisme. *En particulier*, la nécessité de l'organisation de la classe ouvrière disparaissait, selon cette théorie, puisque d'après elle les membres de toutes les classes étaient également capables de développer leurs meilleurs instincts moraux pour la conquête du socialisme. D'après Bernstein, la révolution n'était qu'une entrave au capitalisme florissant, prospère et démocratique qui, laissé à lui-même, pourrait engendrer les conditions nécessaires au développement de l'homme. Bien que les congrès du parti aient rejeté par deux fois le bernsteinisme — en 1899 et en 1901 — il existait dans le parti une tendance qui continuait à soutenir ses prémisses théoriques. Rosa Luxemburg, Clara Zetkin et Karl Liebknecht étaient à l'avant-garde de la lutte contre les révisionnistes, et la majorité de la direction du parti, y compris les membres de la fraction Reichstag eux-mêmes, se joignirent alors à eux dans cette lutte.

En 1900, lors de la première d'une série de conférences femmes bi-annuelles du SPD, la minorité révisionniste tenta une fois de plus de « populariser » *Die Gleichheit* et, en général, de dépolitiser le travail femmes du parti, en proposant de mettre l'accent sur l'agitation autour de questions telles que la protection, la journée de huit heures et la législation sociale. Les rédacteurs de *Die Gleichheit* et autres dirigeants du travail femmes luttèrent vigoureusement et avec succès contre ces tentatives. Ils réclamaient, non pas le rejet de ce type d'activités agitationnelles, mais plutôt leur inclusion dans l'éducation politique générale, ainsi que la continuation de *Die Gleichheit* comme journal intensivement politique pour le développement des cadres du parti.

Tous les efforts du parti étant mobilisés pour les élections législatives de 1903, les femmes — qui n'avaient toujours pas le droit au suffrage — furent spécialement organisées pour faire du porte-à-porte et pour mener la campagne dans les usines, avec comme mot-d'ordre: « Si nous ne pouvons pas voter, nous pouvons toujours agiter ». La minorité révisionniste du mouvement considérait ce travail comme la tâche principale du mouvement femmes, surtout après les succès éclatants remportés par le parti aux élections cette année-là. Le SPD gagna 81 sièges au Reichstag, et trois millions d'électeurs — soit 32 pour cent des votants — donnèrent leur voix à la social-démocratie. L'aile révisionniste lutta pour une politique de réconciliation avec le Parti Libéral au Reichstag, mais la majorité du parti, y compris l'Exécutif, s'y opposa à la conférence du parti qui eut lieu la même année.

La fissure s'élargit

L'impact de la Révolution Russe de 1905 et le déclin de l'économie qui l'accompagna donnèrent lieu à des grèves d'une portée jamais vue jusqu'alors, où rien qu'en 1905 un demi-million de travailleurs était engagé dans des grèves — c'est-à-dire plus de grèves qu'il n'y avait eu pendant toute la période des 5 années précédentes et plus que le total des années 1890. Dans ce contexte, les questions séparant la gauche des révisionnistes — comme la tactique de la grève de masse — furent débattues comme étant des questions de vie ou de mort pour le mouvement. Les syndicats abandonnèrent leur neutralité antérieure, et réagirent ouvertement contre le spectre de la « révolution rouge », et contre ses partisans au SPD, au point d'encourager ceux-ci à aller dépenser leur énergie révolutionnaire en Russie! Mais les anti-révisionnistes réussirent tout de même à conserver une majorité et le parti vota une résolution au Congrès de Jena en 1905, se déclarant prêt « dans certaines conditions » à avoir recours à la grève générale. Cette conférence devait être la dernière où l'aile gauche anti-révisionniste composait la majeure partie de l'Exécutif du parti et pouvait, par conséquent, obtenir la majorité des voix sur une question importante. Un an plus tard, l'Exécutif devait trahir ses propres membres en concluant avec les dirigeants syndicaux un pacte secret qui non seulement rejetait l'idée que le parti pouvait fomenter une grève de masse, mais qui promettait aussi de travailler de son mieux à parer à l'éclatement d'une telle grève.

Après un an de grèves politiques massives dans toute l'Allemagne autour du vote pour les femmes, l'Exécutif recula par crainte du mouvement de masse, et réussit par des manoeuvres à faire voter une motion au Congrès de 1906 à Mannheim, résolution qui transforma profondément les rapports entre les syndicats et le parti. Cette résolution déclarait la « parité » entre les syndicats et le parti sur les questions « d'intérêt commun », ce qui en fait accordait aux syndicats le droit de veto sur les activités du parti et représentait donc une capitulation décisive de l'Exécutif à la pression du conservatisme syndical. Comme le notait Luxemburg, l'accord rappelait celui par lequel un époux chercherait à régler sa vie avec l'autre: « Sur les questions qui nous concernent, lorsque nous sommes d'accord, c'est toi qui décidera; lorsque nous ne sommes

pas d'accord, ce sera moi.» Ainsi la tension entre l'héritage de gauche du parti et les pressions du syndicalisme fut résolue en faveur des syndicats; et ainsi fut rallumée à l'intérieur du parti la question—combien brûlante cette fois—réforme ou révolution.

L'aile droite et la question femmes

Il n'est pas surprenant que la publication révisionniste *Sozialistische Monatshefte* ait renouvelé, sous le coup de cette consolidation droitière, le débat sur la question femmes. Edmund Fischer, porte-parole des révisionnistes posait en toute innocence la question suivante: «[...] est-il contre nature, socialement nuisible et, en général, dangereux pour les femmes de travailler—activité qui n'est qu'un mal capitaliste et qui doit disparaître avec l'abolition du capitalisme?» Et prétextant une nouvelle contribution théorique, il proposa la réponse suivante: «La soi-disant émancipation des femmes va à l'encontre de la nature des femmes et de l'humanité toute entière. Elle n'est pas naturelle et ne peut donc pas être réalisée.» Fischer déterra les vieux arguments désuets des années 1860, comme si le débat n'avait jamais eu lieu, et conclut ainsi: «La dépendance des hommes par rapport aux femmes doit ainsi être au moins aussi grande que celle des femmes vis-à-vis des hommes [...] le but principal, suprême, de la vie des femmes—et qui est profondément enraciné dans leur nature de femmes—c'est d'être des mères et de vivre pour élever et pour s'occuper des enfants, alors qu'en général seules les femmes célibataires désirent une indépendance économique.» Ce radotage rétrograde et réactionnaire reflétait clairement l'emprise de l'aile droite réformiste et conciliationniste sur le parti; et bien que la presse du parti—et en particulier Clara Zetkin dans les pages de *Die Gleichheit*—attaquait sans merci ces positions, elles servirent néanmoins de justification théorique à l'inévitable

volte-face officielle du parti sur la question femmes, volte-face qui s'opéra peu à peu dans les années qui suivirent la scission.

D'autres tendances conciliationnistes, liées aux dirigeants qui s'alignaient sur le révisionnisme bernsteinien, ou qui plus tard soutinrent la position «centriste» de Kautsky, se déclarèrent sur la question femmes: Louise Kautsky, par exemple, attribuait surtout de l'importance à la question de la protection des ouvrières parce que cette revendication fonctionnerait comme «un bélier pour la protection des hommes eux-mêmes».

Lily Braun, bien qu'elle fût supporteur de l'aile révisionniste, était l'auteur d'un ouvrage assez orthodoxe, *Die Frauenfrage* (*La question femmes*), paru en 1901. Ses tendances droitières, par contre, allaient de pair avec sa pratique réelle dans le travail femmes, où elle favorisait la collaboration avec les femmes bourgeoises dans la mise sur pied de coopératives ménagères. Des rapports d'hostilité existaient entre Braun et Zetkin qui refusa, après 1906, de publier ses articles dans *Die Gleichheit*.

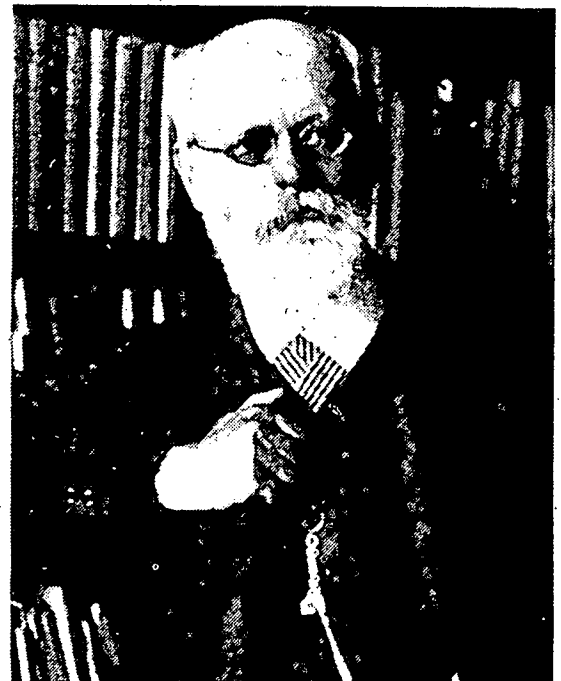
La bataille bat son plein

Mais l'aile droite n'avait pas beaucoup de temps à perdre à la discussion théorique sur la question femmes puisqu'à ses yeux le principal champ de bataille était l'arène électorale où le parti avait récemment obtenu des résultats merveilleux. La gauche, par contre, suivait le modèle de la Révolution Russe et ses reflets dans la montée de la combativité ouvrière en Allemagne. Pour la gauche les vrais succès de la lutte pour le suffrage se voyaient «non pas dans le résultat positif mais plutôt dans l'unité toujours plus grande des masses laborieuses qui prépare la victoire finale» (Zetkin, citée dans *German Social Democracy*)

Verlag Kurt Desch



Eduard Bernstein
(1850-1932), à gauche, et Karl Kautsky (1854-1938)



1905-1917: *The Development of the Great Schism* de C.E. Schorske).

Dans les années qui suivirent, les fractions discutèrent des méthodes de lutte contre le militarisme et le nationalisme et de l'organisation de jeunesse qui, sous la direction de Karl Liebknecht, représentait un autre secteur intransigeant du parti. Derrière l'aile droite se trouvaient les directions syndicales qui utilisaient pour fer de lance leur capacité manifeste à arracher des gains importants pour la classe ouvrière (et donc à en diriger d'importants secteurs); elles jouèrent un rôle décisif et conservateur non seulement dans le débat sur la grève de masse (et plus tard dans l'abandon par le parti de la lutte anti-militariste), mais aussi dans la suppression du mouvement jeunesse de gauche.

Le travail femmes et la gauche

La gauche garda des postes dans les instances dirigeantes du parti: Zetkin était de la puissante Commission de Contrôle; Luise Zietz était la représentante de l'organisation femmes à l'Exécutif—elle était l'unique porte-parole qu'il restait à la gauche radicale dans cette instance; Karl Liebknecht était membre de la fraction Reichstag. *Die Gleichheit* était une des armes principales de la gauche dans ces conflits, à l'époque où le regroupement de gauche, qui devint plus tard le groupe Spartaciste, se cristallisait à l'intérieur de l'aile anti-révissionniste hétérogène. Le recrutement, l'éducation et le développement des cadres féminins étaient surtout l'oeuvre du journal et de l'organisation femmes, tous deux sous le ferme contrôle de l'aile gauche; ils fonctionnaient par conséquent comme d'efficaces outils d'organisation de fraction: En fait, seule l'aile gauche se dépensait dans ce travail special femmes, bien que l'importance de ce travail fût toujours reconnu officiellement par le SPD.

Le mouvement prolétarien, en général, n'avança pas politiquement dans les années qui suivirent la résolution sur la «parité» passée à Mannheim, mais ce fut une période de croissance dynamique pour le mouvement femmes. Le nombre de femmes au SPD passa de 4 000 en 1905 à 11 000 en 1907, bien qu'à cette époque la loi interdisait toujours aux femmes de s'inscrire officiellement au parti. C'est pourquoi leur adhésion était définie comme une participation à un groupe d'études ou à un groupe de soutien dirigé par le SPD. Après la modification des lois en 1908 le nombre de femmes inscrites au parti passa rapidement de 25 000 à 82 700, en deux ans, alors que le nombre d'hommes au parti avait presque doublé entre 1905 et 1910. Dans la même période le tirage de *Die Gleichheit* passa de 23 000 à 82 000. L'accroissement rapide du nombre de femmes qui entraient dans l'industrie à cette époque était en grande partie responsable de ces succès impressionnants et créait un large champ d'action pour le travail énergique de la section femmes, qui recruta par son agitation—autour des questions du militarisme, de la guerre, de l'augmentation du budget militaire, de la vie chère et du suffrage—et par sa propagande révolutionnaire.

À la Première Conférence femmes internationale à Stuttgart, en 1907, l'on décida d'étendre au mouvement

international la forme d'organisation allemande en mettant sur pied un Bureau International des femmes socialistes de tous les pays et en reconnaissant *Die Gleichheit* comme l'organe officiel du mouvement femmes international. Bien que la plupart des débats aient tourné autour de la guerre et du militarisme, l'on vit également une discussion animée sur la question du suffrage, montrant ainsi que la polarisation politique à l'intérieur du SPD commençait aussi à se manifester dans les partis sociaux-démocrates d'autre pays. Les représentants autrichiens préconisaient d'attendre que soit réalisé le suffrage universel pour les hommes avant d'engager la lutte pour le suffrage féminin. Les camarades allemands menèrent la lutte contre cette position conservatrice qui fut d'ailleurs rejetée par la Conférence des Femmes ainsi que par un Congrès Socialiste International tenu simultanément. Lénine, qui avait suivi de très près la discussion, fit des commentaires sur le débat et cita ainsi un discours de Luise Zietz:

«En principe nous devons revendiquer tout ce que nous considérons comme étant correct, et ce n'est que lorsque nos forces sont insuffisantes que nous accepterons ce qu'il nous est possible d'obtenir.» dit-elle. «Ceci a toujours été la tactique de la Social-Démocratie. Plus nos revendications sont modestes, et plus les concessions du gouvernement le seront [modestes] [...]» Cette controverse entre les sociaux-démocrates autrichiennes et allemandes permettra au lecteur de voir avec quelle sévérité les meilleurs marxistes jugent la moindre déviation des principes de la tactique révolutionnaire consistante.»

—V.I. Lénine, «The International Socialist Congress in Stuttgart.» *Collected Works*, Volume 13

Au Congrès International à Stuttgart se dessinèrent les lignes de démarcation nettes entre la gauche, représentée plus particulièrement par Luxemburg et Lénine, et l'aile droite principalement dirigée par Bebel du SPD. On vota une résolution guerre sur laquelle on ne s'entendit que par le truchement d'un amendement, résolution qui contenait les points importants suivants:

«[...] d'abord, que le militarisme était l'arme principale de l'oppression de classe; deuxièmement, on indiquait la nécessité de faire de l'agitation dans la jeunesse; et troisièmement, on souligna que la tâche des sociaux-démocrates n'était pas seulement de lutter contre l'éclatement de la guerre ou pour la fin rapide d'une guerre qui aurait déjà éclaté, mais aussi d'utiliser la crise ouverte par la guerre pour hâter la chute de la bourgeoisie.»

—V.I. Lénine, *Proletarii*, No. 17, 2 novembre 1907

De gigantesques manifestations pour le suffrage ébranlèrent encore une fois l'Allemagne en 1910; le SPD mena une agitation militante. Comme auparavant, cette montée posa de manière frappante la question de savoir si le SPD chercherait à entraîner le mouvement de masse au-delà de la seule question du suffrage, par la grève générale et peut-être même par l'insurrection—ou bien s'il reculerait. C'est alors que rompit Karl Kautsky, ancien allié de la gauche, bien qu'à la droite des futurs Spartacistes. La géographie politique du SPD se compliqua donc davantage par l'émergence d'une tendance centre dirigée par Kautsky.

Die Gleichheit souleva de fortes objections en 1912, lorsque les dirigeants du SPD formèrent en douce un bloc électoral opportuniste avec un parti bourgeois, brouillant ainsi «les limites nettes de la lutte principale». Une autre critique ouverte des activités de la direction parut également dans le *Leipziger Volkszeitung* de Rosa

Luxemburg. Mais l'enthousiasme créé à la suite des succès électoraux de 1912 (qui donnèrent au SPD 112 sièges au Reichstag) étouffait ces voix dissonantes.

Immédiatement après cette vague d'enthousiasme le SPD entra dans une dépression d'où il ne sortit qu'après la scission de l'aile gauche large. La démoralisation engloutit rapidement le parti dont les rangs avaient appris à estimer la réussite en termes de voix électorales, de sièges au Reichstag et de soutien en provenance des bureaucrates syndicaux. Le nombre de membres était passé d'environ 400000 en 1906 à près d'un million en 1912 avec, cette année-là, le soutien de 34,8 pour cent de l'électorat. Les camarades furent choqués d'apprendre par l'Exécutif que le parti avait un taux de croissance de 1,3 pour cent seulement en 1912-1913. De plus, cette croissance était due avant tout au travail de l'organisation femmes (10000 des 12000 nouvelles recrues étaient des femmes). Ainsi cette croissance représentait-elle un renforcement des effectifs de l'aile gauche. La presse du parti subit elle aussi une baisse, ayant perdu 12 830 abonnés cette année-là. Le seul journal officiel à accroître son tirage était *Die Gleichheit*, qui avait atteint en 1912 le chiffre de 112000. En 1913-1914, il y eut 23000 nouveaux abonnés à la presse officielle, dont 13000 à *Die Gleichheit*.

L'unité *de facto* du SPD vint à terme en 1913; ce fut la dernière année où un congrès unifié eut lieu, l'année où l'aile gauche large fonda son propre journal, *Sozialdemokratische Korrespondenz*.

Mais ce fait ne mettait pas fin pour autant à l'hégémonie du SPD sur les couches prolétariennes avancées d'Allemagne. Le SPD était un parti de masse avec 4000 fonctionnaires salariés, 11000 employés salariés, et publiant 4000 périodiques. La confiance qu'avaient les masses travailleuses en «leur» parti ne pouvait être atteinte que par une trahison ressentie, d'importance historique; l'emprise réformiste du SPD sur le prolétariat n'aurait pu être mise au défi que par des forces organisées ayant manifesté leur capacité de diriger la classe. Cette trahison arriva en même temps que les premiers coups de feu de la première guerre mondiale; et le défi au SPD fut lancé par la construction du Parti Communiste d'Allemagne, membre de la Troisième Internationale.

La trahison historique

L'éclatement de la première guerre mondiale internationalisa les divisions politiques dans la Deuxième Internationale en mettant les sections de tous les pays devant le même problème qui primait tout autre problème, à savoir comment les sociaux-démocrates allaient réagir à l'appel pour la défense militaire de «leur propre» pays.

La décision prise le 4 août 1917 par la fraction Reichstag du SPD — approuvée par l'Exécutif et rejetée à l'intérieur de la fraction par le seul Liebknecht et un autre délégué — de voter des crédits de guerre, était par conséquent une décision qui influença profondément la réaction du mouvement prolétarien international à la guerre. La majorité internationale, trahissant ainsi ses propres discours et proclamations (comme celle du Congrès de 1907 à Stuttgart), choisit la voie de la «défense nationale».

Cependant, une minorité de la Deuxième Internationale maintenait une position internationaliste prolétarienne,

bien que la pression des événements mondiaux ne tardât pas à révéler des failles à l'intérieur de cette minorité. C'est avant tout Lénine et les Bolchéviks qui luttèrent pour organiser les sociaux-démocrates de gauche anti-guerre de tous les pays avec le slogan «transformez la guerre impérialiste en guerre civile!»

Au fur et à mesure que la lutte se développait les positions des centristes étaient de moins en moins appréciées, surtout par Lénine, qui écrivait en 1914:

«A. présent je déteste et je méprise Kautsky plus que quiconque. Quel hypocrisie vile, bon marché, vaniteuse; rien ne s'est passé, dit-il, les principes n'ont pas été violés, tout le monde a le droit de défendre sa patrie; l'internationalisme consiste, voyez-vous, en ceci: à faire que les travailleurs de tous les pays se tirent dessus au nom de la patrie.»

— Lettre de Lénine à Schliapnikov, le 27 août 1914

Les femmes socialistes s'opposent à la guerre

Le mouvement femmes joua un rôle important dans la lutte de fraction. Une majorité des lecteurs de *Die Gleichheit* en Allemagne, et une forte proportion des femmes d'autres sections de la Social-Démocratie, sympathisaient avec la gauche anti-guerre. Avec cette idée en tête le Comité Central bolchévique proposa à Zetkin en novembre 1914, par le biais du Comité de Rédaction du journal femmes *Raboinitsa*, que soit convoquée une conférence officielle de femmes socialistes visant à «attirer les ouvrières dans la lutte contre toute sorte de paix civile et en faveur d'une guerre contre la guerre, une guerre liée de près à la guerre civile; et à la révolution socialiste.» En janvier Zetkin donna une réponse favorable à l'idée d'une conférence, mais elle éleva la voix en protestation, disant que:

«D'abord il sera difficile de démarquer la droite de la gauche parmi les femmes. Beaucoup d'entre elles ne savent pas elles-mêmes de quel côté elles se rangent; d'autres hésitent à prendre une décision, et d'autres encore refuseront catégoriquement de prendre part à une conférence composée uniquement de femmes de la «gauche».» [Souligné dans l'original.]

Zetkin, secrétaire de l'Internationale Femmes, convoqua malgré tout la conférence selon la ligne proposée par les Bolchéviks. N'étaient invités que les groupes connus pour leur position anti-guerre. La conférence eut lieu à Berne en Suisse, en mars 1915, trois semaines après la tenue d'une conférence des groupes Bolchéviks en exil au même endroit.

La conférence femmes à Berne

C'est à la Conférence de Berne que les divergences politiques entre les sociaux-démocrates anti-guerre se définirent, en particulier les divergences entre le «pacifisme bien pensant des anglaises et des allemandes» (comme disait Kroupskaïa) et la combativité révolutionnaire des Bolchéviks sous la direction de Lénine. Mais la bataille intense dirigée d'un côté par Zetkin — dirigeante reconnue du mouvement des femmes socialistes — et de l'autre part Kroupskaïa — jouissant de l'autorité de Lénine et des Bolchéviks — était encore plus frappante. Zetkin,

assumant le rôle joué par Kautsky dans la dispute au SPD, se fit arbitre entre la droite et la gauche, et fut donc celle qui fut attaquée le plus sévèrement.

«La délégation anglaise, de tendance clairement féministe, déclara que toutes les femmes en Angleterre, même les bourgeoises et les suffragettes étaient contre la guerre et souhaitaient la paix.»

— Rapport sur la Conférence de Berne par Olga Rayitch, membre de la délégation bolchévique

Il était évidemment impossible de «médier» entre cette position et celle des Bolchéviks, qui appelaient à la *guerre de classe!* Ce fut donc Zetkin qui — voulant régler les choses par des compromis — assura la défaite des positions bolchéviques à la conférence; selon Kroupskaïa, «tout le monde critiquait notre politique (c'est-à-dire celle de la délégation bolchévique) comme «scissionniste».

La résolution bolchévique (écrite par Lénine, dans la région pour suivre de près le déroulement de la conférence) appela les masses à l'activité révolutionnaire légale et illégale, appela à démasquer les mensonges des national-chauvins et à rompre ouvertement avec les chefs sociaux-démocrates officiels. Mais le manifeste qui fut adopté déclarait entre autres:

«En ces jours difficiles les femmes socialistes d'Allemagne, d'Angleterre, de France et de Russie se sont réunies. Votre détresse et vos souffrances leur ont touché le cœur. Elles font appel à vous afin que vous agissiez en faveur de la paix, pour l'avenir de ceux qui vous sont chers. Comme la volonté des femmes socialistes, unies par-delà les champs de bataille, vous aussi, vous devez serrer les rangs dans tous les pays afin de sonner l'appel: «la paix! la paix!»»

— Manifeste de la Conférence Internationale des femmes socialistes, Berne 1915

Il va sans dire que l'issue de la conférence déçut les Bolchéviks bien qu'ils virent en elle un événement historique: la première réunion vraiment internationale de socialistes anti-guerre depuis l'éclatement de la guerre. Les Bolchéviks ne considèrent la conférence «que comme un pas timide et irrésolu, mais la vie les poussera [les membres de la conférence] en avant et prendra son dû». Cette déclaration releva plus tard de la prophétie.

L'Etat et le SPD attaquent la gauche

En 1916 la majorité des dirigeants de la gauche, y compris le septuagénaire Franz Mehring, allèrent en prison sous diverses inculpations; Karl Liebknecht fut exclu de la fraction Reichstag pour infraction à la discipline — après avoir voté contre les crédits de guerre; Zietz fut exclue de l'Exécutif; Zetkin fut obligée de démissionner de son poste de rédacteur en chef de *Die Gleichheit*. Ce dernier coup représentait une énorme victoire pour l'aile droite qui essayait depuis des années de faire taire ce clairon puissant de l'opposition. Le numéro 16 de *Die Gleichheit* publia une lettre qui jubilait ainsi:

«Dans notre région *Die Gleichheit* a perdu presque tous ses abonnés. Nos femmes ne veulent pas en entendre parler. Même avant la guerre les articles répugnaient la majorité des ouvrières. Il nous faut un magazine féminin populaire.»

Plus tard, l'on défendit le nouveau format du journal de la façon suivante:

«En général on lisait aussi ce journal avec avidité, mais avec le temps il devenait de plus en plus évident que la

majorité des femmes, surtout les nouvelles qui arrivaient à flots dans le parti, ne le comprenaient pas, puisque le style de *Die Gleichheit* présupposait une grande expérience intellectuelle de la part du lecteur. La camarade Zetkin, à qui le mouvement femmes doit beaucoup, rédigeait le journal d'une façon qui ne répondait pas aux besoins des masses qui n'avaient aucune préparation intellectuelle ou politique. Seul un petit nombre de camarades femmes arrivait à suivre totalement le style et la pensée de la camarade Zetkin. Pour finir, un grand nombre en vint aussi à désapprouver ses vues politiques, ce qui eut pour résultat un déclin dans l'intérêt porté par les femmes à *Die Gleichheit*, et une baisse simultanée dans la diffusion du magazine.»

Die Gleichheit, No. 20, 1919

La «popularisation» de *Die Gleichheit* ne passa pas inaperçue dans le mouvement de l'Internationale des femmes. A la Conférence officielle des femmes socialistes tenue à Stockholm en septembre 1917,

«L'on protesta fortement contre la suppression honteuse de *Die Gleichheit*, un coup contre l'Internationale socialiste des femmes. La preuve que ceci n'était pas une protestation en l'air est donnée par le fait que, d'après les nouvelles qui nous arrivent de plusieurs pays, les camarades femmes ont commencé à rassembler de l'argent pour un nouveau *Die Gleichheit*.»

Rapport officiel des séances, 14-15 septembre

La première conférence nationale du groupe Spartacus fut convoquée le jour de l'an 1916. Son programme faisait une démarcation très nette entre sa politique et celle du SPD officiel:

«Non pas l'unité mais plutôt la clarté sur chaque point. Pas de douce tolérance, même dans «l'opposition», mais plutôt les critiques les plus âpres, un règlement de comptes jusqu'au dernier sou. Pouvoir agir et être unis par la mise à jour et la discussion sans merci des divergences, par l'unanimité des principes et des tactiques.»

Après le Deuxième Congrès de la gauche, le SPD expulsa toute son aile gauche en janvier 1917. Ayant abandonné la lutte contre le capital, la social-démocratie abandonna donc aussi la lutte pour la libération des femmes et de tous les opprimés. C'est aux héritiers du marxisme révolutionnaire qu'incombait maintenant la tâche de porter en avant cette lutte dans la Troisième Internationale (Communiste), entre 1917 et 1923.

Traduit de *Women and Revolution*, No. 9, été 1975

Women and Revolution

\$2 U.S./4 issues

Journal of the Women's Commission of the Spartacist League/U.S.

Spring 1977:

- Weather Underground Splits
- International Women's Day Greeting of the Paris Action Committee
- Murderous Sterilization Campaign in India
- The Development of Soviet Education Policies

Make checks payable/mail to:
SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377, GPO
New York, N.Y. 10001

Liban...

(suite de la page 24)

consolidation d'un Etat-nation moderne. La formation d'Etats-nations a été le résultat historique d'un processus sanglant par lequel un peuple dominateur opprime ce qui reste d'autres peuples plus faibles. L'impérialisme est parti du principe «diviser pour régner», retenant par là le processus de consolidation nationale; et il a maintenu des restes du féodalisme comme, par exemple, le chauvinisme communautaire/confessionnel. Aujourd'hui l'on retrouve certains des conflits nationaux et confessionnels les plus intraitables dans d'anciennes colonies où différentes communautés ont plus ou moins le même poids social et s'inter-pénètrent largement. Le Liban est un de ces pays.

Sous la domination ottomane les diverses communautés avaient des représentants distincts et se voyaient accorder une petite part d'autonomie locale. Après la première guerre mondiale les français firent usage du «diviser pour régner», solution classique, en séparant le Liban de la Syrie et en assurant ainsi une majorité aux chrétiens, traditionnellement pro-français. Ils établirent un système de quota pour les emplois gouvernementaux, système qui fut conservé après l'indépendance, en 1946. Le «Pacte National» de 1943 (jamais mis par écrit) distribuait proportionnellement, entre les 17 communautés, des postes au gouvernement. Ainsi, aux chrétiens maronites dominants revenait la présidence, aux musulmans sunnites, le poste de premier ministre et aux musulmans chiites, la présidence de la Chambre des députés. Derrière cette façade de «démocratie» le Liban'était en réalité une théocratie pluraliste à domination chrétienne/maronite. Dès le départ, ce système était essentiellement discriminatoire et anti-démocratique; il imposait l'hégémonie des hommes d'affaires et des cléricaux chrétiens, des sheiks et des muftis musulmans, des chefs de tribus et des zaïms druzes (les zaïms sont des «patrons» urbains à l'image de la mafia). Ce système était aussi efficace en ce qu'il écartait les incroyants du processus électoral. Cette division, en outre, était basée sur le recensement de 1932 : la classe dirigeante libanaise refuse depuis de faire un nouveau recensement, car la population musulmane a rapidement augmenté et dépasse aujourd'hui la population chrétienne dans une proportion de 3 contre 5 (la plus grande communauté confessionnelle étant celle de la secte chiite, qui est la plus opprimée).

Des mouvements presque entièrement politiques se sont dessinés suivant les lignes confessionnelles, et l'aile extrême-droite s'est énormément renforcée avec l'explosion de la haine ethnique et religieuse. Parmi les formations fascistes et d'extrême-droite se comptent les Phalanges maronites de Pierre Gemayel, formées d'après les jeunesses hitlériennes, mais considérées actuellement comme étant plus «modérées» qu'un certain nombre d'autres organisations chrétiennes. Le plus connu des partis «de gauche» s'appelle le Parti Socialiste Progressiste (PSP), dirigé par le patriarche druze, Kamal Joumblatt. Le PSP, basé sur la communauté druze, a élaboré un programme utopique «non-sectaire» qui appelle au mariage civil, à l'éducation gratuite et, finalement à une

société «socialiste» fondée sur le mariage jeune, la vie de famille et la religion.

Le Liban et les palestiniens

Depuis 1967 l'élite dirigeante libanaise considère de plus en plus les commandos palestiniens, basés parmi les 350 000 réfugiés palestiniens au Liban, comme un danger pour leur ordre confessionnel chancelant et pour la continuation des privilèges maronites. Non seulement la cause palestinienne fournissait-elle un point de ralliement pour les masses de libanais pauvres et démunis, à majorité musulmane, mais aussi les commandos bien armés de l'OLP pouvaient agir indépendamment de l'autorité de l'Etat libanais; et ils ont pu par le passé refouler des tentatives de l'armée libanaise à limiter leur pouvoir (tentatives entreprises en général en «représailles» des attaques israéliennes contre les camps de réfugiés palestiniens). La direction de l'OLP cherchait à pratiquer une politique de «non-ingérence dans les affaires internes des autres Etats arabes», en refusant de soutenir des mobilisations de masses, même lorsque celles-ci défendaient la cause palestinienne, comme ce fut le cas à la suite des raids israéliens sur le quartier général de l'OLP à Beyrouth en avril 1973. La guerre civile actuelle commença quand les Phalanges chrétiennes droitières, décidées à raffermir l'autorité du régime dominé par les maronites, attaqua un car de palestiniens qui passait dans un secteur chrétien.

Les batailles de rue qui s'ensuivirent entre les Phalanges et certains commandos palestiniens — avec la participation des alliés «de gauche» libanais de ces derniers — prirent très vite de l'ampleur et mirent le feu à une vendetta sectaire et sanglante. A la suite du cessez-le-feu du 22 janvier l'armée libanaise se désintégra complètement sous la pression de liens confessionnels rivaux. Après avoir essayé de rester neutre pendant une période, la principale organisation de l'OLP rejoignit «l'armée du Liban arabe» et «l'Alliance musulmane de gauche» de Joumblatt. Les commandos de la Saïka, soutenus par les syriens, luttèrent d'abord contre les Phalanges; mais par la suite, ils s'engagèrent (tout comme les unités de l'OLP dirigées par des officiers syriens) dans la lutte contre la majeure partie de l'OLP et des musulmans libanais. C'est ce soutien, ainsi que l'intervention militaire à grande échelle des syriens en juin, qui permirent aux chrétiens d'effacer leurs défaites antérieures.

La position révolutionnaire dans la guerre civile

Face à une guerre confessionnelle réactionnaire comme celle-ci, les trotskystes doivent préconiser le défaitisme révolutionnaire par rapport à toutes les parties, tout en reconnaissant le droit à l'auto-défense de toutes les communautés — y compris la communauté maronite — et en s'opposant à toute intervention étrangère. Dans le conflit instable actuel, et surtout si l'on considère les changements de camp qui se sont produits, aucune des



AP

Au lieu de s'entre-tuer dans des combats confessionnels, chrétiens et musulmans doivent retourner leurs armes dans l'autre direction.

formations nationalistes et confessionnelles ne mérite le soutien militaire que le prolétariat conscient accorderait dans une juste lutte. En 1970 les trotskystes accordèrent leur soutien militaire aux palestiniens qui défendaient leurs camps de réfugiés et leurs communautés contre les attaques de l'armée hachémite; mais aujourd'hui, en s'unissant à Joumblatt ou aux bandes maronites au Liban; toutes les fractions de l'OLP/ALP se sont plongées dans les conflits sectaires. Bien que les révolutionnaires doivent exiger le retrait de l'armée syrienne et de tous les autres soldats étrangers, la présence de ces derniers ne change en rien la nature de la guerre. Ce n'est que dans certaines conditions étroitement définies que des forces prolétariennes indépendantes peuvent former des blocs militaires temporaires. Ces forces, par exemple, pourraient former un tel bloc avec les palestiniens et les diverses forces libanaises pour la défense de quartiers ouvriers et de camps de réfugiés contre une tentative de massacre par des forces syriennes supérieures.

Au cas où la discrimination et l'exclusion historique des musulmans seraient renversées aux dépens des chrétiens, au Liban, et dans la période capitaliste, ceci ne pourrait mener qu'à la victimisation des sectes chrétiennes autrefois dominantes. Chypre représente la solution capitaliste: massacres réciproques et transferts massifs de population. Mais la nature confessionnelle de la guerre civile et la nécessité pour les révolutionnaires de refuser tout soutien militaire à aucun des deux camps n'empêchent pas qu'il faille avancer une série de revendications immédiates: pour le droit à l'auto-défense communautaire; pour des milices anti-sectaires d'ouvriers, de paysans pauvres et de réfugiés palestiniens afin de désarmer les brigades terroristes d'extrême-droite; pour le droit de tous les palestiniens à rentrer chez eux et pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui désirent rester; pour le retrait des troupes syriennes; contre l'intervention impérialiste et pour la fin

du système confessionnel par des élections pour une assemblée constituante véritablement démocratique, basée sur le bulletin secret universel, direct et égal.

La tendance spartaciste internationale a été quasiment seule à avancer le défaitisme révolutionnaire par rapport aux deux camps dans les guerres israélo-arabes de 1948, 1967 et 1973. La réalité fondamentale de ces guerres (celle de 1956, elle, représentait avant tout un conflit entre des puissances impérialistes et les masses égyptiennes) a été la subordination de la lutte pour la libération de la Palestine aux conflits entre les classes dirigeantes d'Israël et des Etats arabes, conflits menés par les deux côtés dans le seul but d'une expansion rapace. Les trotskystes ne doivent pas prendre parti entre des exploités concurrentiels dans de telles guerres; ils doivent plutôt, dans le cas présent, dire ouvertement aux masses des travailleurs des Etats arabes, tout comme à ceux d'Israël, que l'ennemi est chez soi; ils doivent appeler les masses à retourner leurs armes dans l'autre direction — voilà la politique de défaitisme révolutionnaire par rapport aux deux côtés. Normalement, les commandos palestiniens se subordonnent aux Etats arabes — y compris dans la lutte armée. Mais lorsque les palestiniens se trouvent seuls en face des coups répressifs des sionistes ou des Etats arabes, comme lors du Septembre Noir en 1970, on peut — comme l'a fait la tendance spartaciste — leur accorder un soutien militaire. Nous reconnaissons cependant que pour des marxistes, un tel soutien s'inscrit dans le cadre du fait qu'une solution juste au conflit doit reconnaître le droit à l'auto-détermination, et des arabes palestiniens, et du peuple juif, de langue hébraïque en Israël. Par contre, des organisations comme le Groupe Internationale Marxiste (GIM), section allemande du «Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale», et le Spartacusbund, se sont rangés du côté des régimes arabes dans les guerres de 1967 et de 1973 au nom de la «révolution arabe» et de la soi-disant



Gamma/Liaison

La vengeance confessionnelle...

«dynamique anti-impérialiste» de la guerre — tout en capitulant au «nationalisme progressiste» de la direction de l'OLP.

On ne s'étonnera donc pas d'apprendre que ces groupes révisionnistes, dans leur évaluation de la guerre libanaise, aient soutenu depuis le début «l'Alliance musulmane-gauche»/OLP. Ainsi *Inprecor* déclara : «La dynamique de la lutte du camp musulman est, de manière générale, plus progressiste que celle du camp chrétien». (*Inprecor*, 1er avril 1976). La guerre ne serait pas une lutte confessionnelle, mais plutôt une «guerre de classe» où il y aurait un côté «réactionnaire» et un côté «anti-réactionnaire», où les «masses libanaises» lutteraient contre la «bourgeoisie chrétienne maronite compradore» (*Inprecor*, 20 novembre 1975). Pour le Secrétariat «Unifié», les révolutionnaires libanais doivent prendre parti pour les «musulmans-gauches» parce que «le vrai caractère des conflits» est leur «nature anti-bourgeoise et anti-impérialiste» (*Inprecor*, 19 juin 1975). Derrière les effusions de sang confessionnelles il y aurait un vrai «processus», celui de la «révolution arabe» par les «masses arabes» qui luttent contre «la réaction impérialiste». Derrière cette conception se cache une capitulation liquidationniste devant le nationalisme arabe.

Terreur confessionnelle...

Pour justifier cette position il faut nier la nature essentiellement confessionnelle du conflit en question: la caractéristique prédominante de la guerre civile libanaise, c'est la tuerie sauvage et incontrôlée au niveau communautaire (et pas uniquement religieux). Dès les toutes premières escarmouches, les armées chrétienne et palestinienne/musulmane eurent recours au bombardement aveugle de secteurs résidentiels à forte densité de

population. Au fur et à mesure que les batailles s'intensifiaient et que les pertes civiles montaient en flèche, les bandes de nervis rapides de la gachette se mirent à proliférer, et les deux côtés se livrèrent aux enlèvements de civils désarmés, à la torture d'otages et au massacre gratuit aux seuls noms de la vengeance et des représailles.

Dans les premiers mois de la guerre civile, Yasser Arafat, de l'OLP, ainsi que le régime du Baas syrien, prévinrent «l'Alliance musulmane-gauche» qu'elle ne devrait pas entraîner le mouvement palestinien dans une guerre confessionnelle. La déclaration d'un porte-parole du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) — groupe qui était dès le déclenchement des hostilités à l'avant-garde de «l'Alliance musulmane-gauche» — fut très révélatrice; il admettait lui aussi que les combats prirent très tôt un caractère sectaire:

«Quand les batailles reprirent en août [1975], elles assumèrent un caractère différent; elles furent surtout de nature confessionnelle. Les batailles débutèrent comme une lutte entre les forces réactionnaires et les forces progressistes et tournèrent en lutte entre musulmans et chrétiens, maronites en particulier. Que cela nous plaise ou non, c'est un fait. Les batailles finirent dans la rue, entre libanais ordinaires, entre chrétiens et musulmans. Ceci constitue, bien entendu, une situation dangereuse pour les forces progressistes et pour le mouvement de la résistance palestinienne en particulier [...]. Je pense que c'était en partie à cause de la nature des combats entre août et septembre [1975] que la situation s'est détériorée en guerre entre musulmans et chrétiens. La bataille était dominée par les obus [...] une bombe ne fait pas la différence entre un chrétien progressiste et un chrétien réactionnaire.»

—Interview avec Youssef al Haytham,
Merip Reports, No. 44

Tout en admettant que les confrontations étaient surtout «de nature confessionnelle», Youssef al Haytham soutient à fond les soi-disant «forces progressistes». En fait, la politique du FPLP pourrait très bien servir de justification aux attaques aveugles contre des civils libanais «coupables» d'habiter dans des secteurs chrétiens, puisque cette gauche petite-bourgeoise pratique depuis des années



Julienne/Syigma

...devient une banalité quotidienne

un terrorisme indéfendable contre des innocents dont le seul «crime» est de vivre en Israël sioniste, ou tout simplement de voyager dans des avions israéliens.

...sans programme

Pourtant, nous dit-on, bien que la guerre puisse sembler confessionnelle, les «forces progressistes» luttent en fait pour un programme de réformes anti-communautaires et anti-«confessionnelles». Il est particulièrement ironique, donc, qu'Arafat ait jadis prit le vieil Etat «confessionnel» libanais pour modèle de sa «Palestine démocratique séculière». Au tout début de la guerre civile l'«Alliance musulmane-gauche» prétendait lutter pour un «programme de réforme démocratique». Mais ce programme était tellement modeste qu'un propagandiste écrivit favorablement (dans le *Times* de Londres du 5 mai 1976) que l'ambassadeur US au Liban aurait «dit à ses amis libanais qu'un tel programme serait considéré «ultra-conservateur» dans le contexte d'un pays comme les Etats-Unis, et [qu']il poursuivait en les rassurant qu'il [le programme] n'avait rien de «socialiste».

Une fois les combats transformés en conflagration confessionnelle, on laissa tout simplement tomber le programme politique des «forces progressistes et démocratiques». Des deux côtés on justifiait la lutte en termes de vengeance et de représailles. L'*Observer* de Londres du 6 juin 1976 rapporte un incident qui en dit long à ce sujet : un chrétien arménien fut «extirpé de sa voiture à un barrage routier musulman particulièrement féroce, et sauva sa vie en racontant à ses ravisseurs qu'il était protestant. L'un d'eux partit consulter ses supérieurs quant à la définition du terme protestant et revint avec l'ordre de relâcher immédiatement l'arménien : «Les protestants sont ceux qui tuent ces fichus chrétiens en Irlande du Nord, expliqua-t-il.» Et réciproquement, un palestinien explique : «Je préférerais mille fois tomber entre les mains

des israéliens qu'entre celles des phalangistes» (*Guardian* de Londres, 27 octobre 1976).

Qui plus est, le porte-parole du FPLP, Youssef al Haytham, admet que non seulement l'OLP et le FPLP n'avaient «pas fait de commentaires sur ces réformes», mais aussi que «l'Alliance musulmane-gauche» avait laissé choir toute allusion à son programme politique :

«Une difficulté majeure dans les récentes batailles était que les forces progressistes et la résistance [palestinienne] n'avaient pas de mot d'ordre ou de ligne politique claire. Les masses étaient en état de confusion et cette absence de mot d'ordre réel et clair entravait une mobilisation politique efficace.»

Les partisans révisionnistes de l'axe musulmans/OLP n'ont pas pu nier la nature confessionnelle de la guerre, reconnaissant que les nationalistes petits-bourgeois, ceux qui «reflétaient le mieux l'idéologie confessionnelle dominante», avaient, de toutes les organisations musulmanes, la plus grande audience (*Inprecor*, 1er avril 1976). De même, *Inprecor* du 20 novembre 1975 avait déclaré que :

«L'engagement de secteurs de plus en plus larges des masses dans les combats étaient une manifestation de la domination du confessionnalisme. C'est aussi la cause directe des atrocités qui furent commises par les deux camps, montrant l'arriération politique de la grande masse».[...]

«La force encore réduite des courants révolutionnaires et l'emprise du confessionnalisme sur les masses sont deux éléments qui rendent difficile ou improbable la transformation révolutionnaire de la guerre civile.»

Et un dirigeant du groupe libanais au Secrétariat Unifié, le Groupe Communiste Révolutionnaire (GCR) — qui s'est rangé aux côtés de «l'Alliance musulmane-gauche» — fit la déclaration suivante sur la gauche libanaise :

«Au début ils essayèrent de mobiliser autour de questions démocratiques comme la représentation égale pour les musulmans [à l'intérieur du système confessionnel]. [...] Ces derniers temps ils ont même abandonné ces revendications. On n'en entend plus parler.»

—*Intercontinental Press*, 26 juillet 1976

Dans ce conflit sordide, le «programme» de tous les côtés est le même — «égalité» : bombardements égaux, kidnappings égaux, massacres sectaires égaux. Ainsi, début décembre [1976] à Beyrouth, des tireurs phalangistes rassemblèrent et massacrèrent à tout hasard deux cents musulmans désarmés pour venger le meurtre de quatre chrétiens. En réponse à ce «Samedi Noir», des bandes musulmanes furieuses abattirent des chrétiens tout aussi désarmés que les victimes musulmanes l'avaient été, dans les quartiers qu'ils contrôlaient.

A peine quelques semaines plus tard les milices chrétiennes assoiffées de sang envahirent les secteurs palestiniens de Dbaiye et de la Quarantaine, massacrant sauvagement des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants. Au même moment les «forces progressistes» de «l'Alliance musulmane-gauche» liquidaient des centaines de chrétiens innocents dans la ville de Jiyeh et dans le hameau d'Haret el Rouss. Puis, deux jours après la chute de la Quarantaine, ces bandes musulmanes «progressistes» mirent fin au long siège de Damour en dévastant la ville, assassinant 500 chrétiens et incendiant toutes leurs maisons. Plus récemment, alors que ces bandes chrétiennes massacraient les habitants du camp de réfugiés de Tall-Zaatar, les forces musulmanes montaient des attaques «de

diversion» contre des villages chrétiens, attaques qui n'avaient rien à voir avec la défense de Tall-Zaatar, si ce n'est pour ceux dont la stratégie est celle de la violence communautaire réciproque. Il faut donc croire que c'est ainsi que les révisionnistes du SU interprètent la façon dont «l'anti-impérialisme» des «masses musulmanes» était «renforcé par leur opposition confessionnelle aux chrétiens pro-occidentaux» (*Inprecor*, 19 juin 1975).

On présenta ces faits, après l'invasion de l'armée syrienne régulière en juin 1976 — un peu tard — comme preuve de ce que la guerre n'était pas seulement un conflit confessionnel. Le Secrétariat Unifié déclara en juillet que «La Quatrième Internationale salue la lutte des masses libanaises et des combattants de la résistance palestinienne contre la coalition syrienne-droite». Cependant, les deux côtés ont, à un moment donné ou l'autre, non seulement appuyé des politiciens confessionnels, mais ils ont aussi donné leur soutien à l'intervention syrienne et aux propositions des impérialistes d'envoyer leurs soldats au Liban.

À l'époque où le régime de Damas et les unités palestiniennes qui lui sont fidèles soutenaient «l'Alliance musulmane-gauche» — dans la première période de la guerre civile — les «forces» soi-disant «progressistes» saluèrent l'intervention syrienne. La direction de l'OLP parraina le rôle «d'avant-garde de la révolution arabe» que s'attribuait le régime baas; pour ce faire, elle se basa sur la défense de l'OLP par la Syrie comme «seul représentant légitime du peuple palestinien» en 1974 à Rabat, sur l'opposition syrienne aux accords du Sinaï et sur les revendications de la Syrie, en décembre 1975, pour un débat à l'ONU dans le but de renouveler des «forces garantes de la paix». Mais le régime baas ne faisait que poursuivre ses propres petits intérêts nationaux. Assad, le

dirigeant syrien, s'est emparé du pouvoir peu après Septembre Noir, en 1970, à l'époque où il était personnellement intervenu en faveur du blocus militaire des guérilleros palestiniens au moment même où l'armée d'Hussein était en train de les massacrer. Le régime syrien interdit alors toute attaque contre Israël à partir de la Syrie; il ferma les stations de radio palestiniennes en Syrie et envoya au Liban les réfugiés palestiniens. Et pour permettre à son armée — équipée par l'URSS — d'aller massacrer les palestiniens et les musulmans au Liban, Assad accepta une prolongation de six mois, de l'occupation du territoire par les «forces de la paix» de l'ONU.

Ce sont les mêmes SU, GIM et Spartacusbund qui — espérant trouver une «solution» à la balkanisation impérialiste et à l'exploitation du Moyen Orient — acclamèrent en 1973 les armées syrienne et égyptienne comme les combattants de la «révolution arabe» et de l'auto-détermination de la Palestine.

Avant même l'invasion du Liban par la Syrie en juin 1976, le Secrétariat Unifié soutenait déjà «l'Alliance musulmane-gauche» en expliquant :

«Il s'agissait d'abord et avant tout d'un affrontement entre l'impérialisme américain d'une part, par le truchement des milices réactionnaires chrétiennes, et l'axe Syrie-OLP d'autre part, auquel s'allia la bourgeoisie musulmane ainsi que l'ensemble des organisations anti-impérialistes libanaises.»

— *Inprecor*, 1er avril 1976

La déclaration de la Ligue Communiste Internationale — partenaire de bloc anglais du Spartacusbund — quant à elle fut encore plus flagrante :

«S'il est un pays qui a le droit d'intervenir au Liban, c'est bien la Syrie. A vrai dire la Syrie et le Liban n'existent en tant qu'États séparés que depuis peu de temps, ayant été taillés à la hache à la manière habituelle par les impérialistes européens. Et les rapports spéciaux qui continuent à exister entre la Syrie et les musulmans et palestiniens ont été traditionnellement reconnus par l'État libanais.»

— *Workers Action*, 21-28 janvier 1976

De même qu'elles soutinrent le rôle de la Syrie au Liban aussi longtemps qu'il leur paraissait «progressiste», ces organisations ne pipèrent pas mot sur les 3 000 à 8 000 soldats irakiens qui se battent au Liban. Elles approuveraient sans doute cette dernière intervention pour la raison que les irakiens combattent aux côtés des «progressistes». Mais l'Irak n'est pas motivé par les idéaux sublimes de la «révolution arabe», pas plus que ne l'est le régime baas syrien qui a toujours poursuivi ses propres intérêts — empêcher que ne s'étende le conflit confessionnel jusqu'à la grille des communautés syriennes antagonistes, et assurer un «règlement pacifique» de la situation dans la région, règlement qui lui serait favorable. Ainsi l'Irak est poussé lui aussi par sa rivalité chauvine et mesquine, et ses 12 000 soldats qui restèrent «neutres» en Jordanie pendant le Septembre Noir, doivent leur renommée à leur génocide contre les kurdes. Avant même que n'éclate la guerre civile, ces rivalités se reflétaient déjà dans des escarmouches armées entre la Saika, soutenue par l'Irak, et le FPLP.

Quand la Syrie passa de l'autre côté, «l'Alliance musulmane-gauche» alla chercher de nouveaux «alliés», suppliant la Ligue arabe d'envoyer des forces «garantes de la paix» au Liban, tandis que la «droite» chrétienne

SPARTACIST

édition française



pour toute
commande
s'adresser à:

Pascal Alessandri
B.P. 336
75011 Paris
FRANCE

3.00 f

Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO
New York, N.Y. 10001
USA

accueillait à bras ouverts ses « frères arabes » de Damas. De plus, « l'Alliance musulmane-gauche », qui avait déjà laissé tomber son « programme » pour l'élimination du système confessionnel, appuya à la même époque Raymond Eddé, le candidat présidentiel chrétien maronite qui avait soutenu les Phalanges et qui avait par le passé mené des campagnes pour expatrier les palestiniens libanais.

De même, avant l'offensive de Damas contre les palestiniens-musulmans soi-disant « anti-impérialistes », « l'Alliance musulmane-gauche » refusa à grands cris « l'offre » française d'envoyer des soldats au Liban. Mais face aux chars syriens, Kamal Joublatt, chef incontesté de « l'Alliance musulmane-gauche », tourna en faveur de l'intervention : il déclara le 1er juin que « l'offre » française « était de bonne foi » !

Ces derniers temps, Israël s'est engagé plus loin au Liban. Bien que le degré de son intervention ne soit en rien comparable à celui de l'engagement syrien, il n'en est pas moins vrai que l'intervention d'Israël ne change en aucune manière la nature fondamentalement intercommunautaire de la guerre. En dépit de sa politique hypocrite de « bon voisinage » et de « portes ouvertes », Israël refuse toujours aux arabes palestiniens le « droit de rapatriement ». Le régime sioniste espère empêcher que la Syrie domine tout le Liban, conserver un rôle de taille pour les chrétiens, et assurer ses frontières en détruisant les bastions palestiniens au sud du Liban. A cette fin, il a envoyé des patrouilles au Liban, il a armé et formé des paysans chrétiens du sud, il a fait parvenir de l'aide militaire à la droite chrétienne dans le nord et a permis à ceux-ci de passer par Israël pour augmenter leurs effectifs dans le sud, et il a bloqué les ports de Saïda et de Tyr sous le contrôle des musulmans.

La Syrie, inquiétée par l'influence israélienne, et désireuse de restreindre les palestiniens à une seule région (dont les lignes de communication seraient sous contrôle syrien) permet aux unités palestiniennes de traverser ses lignes pour contrer l'offensive droitière dans le sud tout en renforçant son emprise sur le reste du pays. Les dirigeants palestiniens, atteints de cette cécité nationaliste arabe typique en ont conclu :

« En conjonction avec le rapprochement Syrie-Egypte et la résolution [adoptée] au sommet du Caire, ceci signifie que les arabes sont à nouveau prêts à combattre le vrai ennemi : Israël. »

— *Times* de Londres, 29 octobre 1976.

Et un journal syrien écrivait récemment qu'Arafat avait « exprimé sa reconnaissance » envers les syriens pour avoir formé les guérilleros de l'OLP, autrement dit cette Saïka qui aida l'armée syrienne à massacrer des palestiniens et des musulmans libanais ! Ce volte-face partiel des syriens n'est pas une preuve de la puissance infailible de la « révolution arabe » mais simplement un témoignage supplémentaire du fait que la nature confessionnelle sordide de la guerre civile n'est pas modifiée par les interventions syriennes ou israéliennes. Mais les divers révisionnistes — s'ils s'en tiennent à leur méthodologie — vont vraisemblablement bientôt vouloir laisser choir leur revendication pour le retrait des troupes syriennes, maintenant que la Syrie rentre au sein du mouvement « anti-impérialiste » !

Au fond, les arguments proposés par le Secrétariat « Unifié » et ses semblables suggèrent que n'importe quelle lutte engagée par un peuple opprimé qui est victime d'une

injustice historique, doit, par implication, être « progressiste » et que la lutte de « l'Alliance musulmane-gauche »/OLP au Liban fait partie du « processus anti-impérialiste » de la « révolution arabe ». Ainsi donnent-ils leur soutien inconditionnel aux musulmans opprimés, contre les chrétiens privilégiés, dans la guerre confessionnelle au Liban, tout comme dans la série de conflits israélo-arabes ils soutiennent les palestiniens opprimés contre le peuple de langue hébraïque en Israël. Mais dans cette époque d'impérialisme pourrissant, toutes les guerres communautaires sont réactionnaires, même si elles trouvent leur source dans l'oppression et l'injustice. La victoire de l'un ou de l'autre des camps représenterait une défaite pour les intérêts de classe du prolétariat et des pauvres. Toute stratégie qui dresse les ouvriers musulmans et chrétiens ou les ouvriers arabes et juifs les uns contre les autres ne peut qu'aboutir à des transferts de population forcés et à la balkanisation encore plus marquée du Moyen Orient, ce qui ne ferait que prolonger la domination impérialiste. Il faut rompre avec la vision du monde petite-bourgeoise qui tente de présenter un camp « réactionnaire » et un camp « anti-impérialiste » dans les conflits confessionnels *dans le cadre du statu quo*.

Il existe une solution à la guerre communautaire au Liban, solution différente de celle qui consiste à se ranger avec les musulmans contre les chrétiens, ou avec le baas syrien contre le baas irakien : c'est la perspective de *classe contre classe*. Ce n'est pas la « révolution arabe » — qui se veut au-dessus des classes (et qui ne pourra jamais l'être) — mais plutôt la révolution socialiste qui pourra conquérir et sauvegarder les droits démocratiques et nationaux des peuples du Moyen Orient. Seule une stratégie prolétarienne internationale pourra déchaîner la lutte des classes, là où l'unité de la classe ouvrière avait été retardée ou empoisonnée par les antagonismes confessionnels. Les conditions pour la lutte de classe unifiée existaient au Liban, par exemple, au temps de la guerre civile de 1958, et aussi à Chypre pour un temps très court au moment du renversement de Makarios en 1974. Mais ce n'est que par la construction de partis d'avant-garde révolutionnaires que la classe ouvrière pourra s'emparer de ces conjonctures et intervenir avec son programme pour avancer la lutte révolutionnaire.

Ce n'est qu'à travers la direction de partis communistes révolutionnaires et par les flammes de la lutte de classes que sera forgée la solidarité prolétarienne internationale au Moyen Orient. La lutte pour la démocratie authentique dans les pays du Levant et pour l'émancipation nationale des palestiniens doit nécessairement balayer le régime bonapartiste syrien, détruire les structures théocrates médiévales libanaises, briser le pouvoir d'Etat sioniste, et arracher les masses arabes, chrétiennes et juives à l'influence des dirigeants réactionnaires qui les entraînent dans des guerres nationales et confessionnelles interminables et insensées. Dans le cadre de la Fédération socialiste des Etats ouvriers du Moyen Orient, les ouvriers et les masses travailleuses libanaises pourront réconcilier harmonieusement les restes d'antagonismes nationaux, ethniques et religieux qui pourraient avoir survécu à la révolution. •

Adapté de Kommunistische Korrespondenz, décembre 1976

La guerre confessionnelle au Liban

En mi-octobre une conférence au sommet de la Ligue arabe déclara le 55ème cessez-le-feu de la guerre civile qui dure depuis dix-huit mois au Liban. Le même jour eurent lieu à Beyrouth des échanges d'artillerie qui étaient parmi les plus sauvages de la guerre; on estime qu'environ 800 obus de mortier explosèrent ce jour-là, dont la plupart dans les quartiers résidentiels. Bien que les combats entre l'armée syrienne et l'alliance entre les «musulmans de gauche» et les palestiniens aient cessé depuis lors, il continue à y avoir des échanges armés sur les fronts «traditionnels» séparant les secteurs chrétiens et musulmans de Beyrouth. Le sud du Liban, secteur relativement paisible jusqu'à récemment et bastion palestinien (terre du Fatah), a connu des massacres confessionnels maintenant chose courante, et des combats féroces entre les forces palestiniennes et les formations chrétiennes aidées et incitées par les israéliens.

Il y a eu plus de 40 000 morts (sur une population de 3,3 millions) depuis le jour où des tireurs phalangistes chrétiens massacrèrent les occupants palestiniens d'un car, le 13 avril 1975, déclenchant ainsi la guerre civile. Un grand nombre de régions ont été dévastées, y compris l'important quartier financier de Beyrouth. Des milliers de personnes ont été obligées d'abandonner leurs foyers et de s'enfuir vers des bastions communautaires nouvellement formés; et l'on calcule qu'environ un quart de la population — les chrétiens maronites riches, en particulier — a fui le pays. Mais les cessez-le-feu actuels ne constituent en aucune manière une «solution» à la guerre; il n'est que le reflet de l'inquiétude des régimes arabes et des puissances impérialistes devant la possibilité de l'escalation internationale du conflit et de la déstabilisation de la région. Le cessez-le-feu prévoit la mise en place au Liban de 30 000 soldats «pour maintenir la paix» sous les ordres de la Ligue arabe. Mais la question critique de la composition et du déploiement de cette force ne fut pas résolue; et en fait la Ligue arabe — dont aucun des membres actuels ne s'oppose vraiment aux efforts syriens pour restreindre le champ d'activité de l'Organisation pour la Libération de la

Palestine (OLP) — n'est qu'un cache-sexe pour l'intervention syrienne ininterrompue.

D'importants éléments chez chacun des principaux protagonistes sont mécontents de la déclaration de «paix» actuelle. Et le régime sioniste, de son côté, a mis les arabes en garde contre l'envoi de soldats arabes dans des régions qui côtoient la frontière israélienne, tout en soutenant une tentative d'établir un cordon sanitaire dans la région. Cette guerre sordide prouve clairement l'impossibilité absolue de résoudre les questions démocratiques les plus élémentaires et les plus urgentes dans le cadre du capitalisme pourrissant.

Une guerre civile confessionnelle

La guerre civile au Liban a été, depuis le début, une guerre entre différents groupes confessionnels, tous définis sur la base de leur appartenance à diverses sectes musulmanes ou chrétiennes. Cette toile de fond «religieuse» est étroitement liée à des situations économiques et culturelles, des quartiers différents, des liens à des familles dirigeantes, etc. Le Liban n'est pas une nation mais un Etat composé de nombreuses communautés religieuses-ethniques-nationales sans cesse sur le point de verser dans les pogroms de la guerre confessionnelle. De tous les côtés, on partage les mêmes pratiques, avec des moyens à peine différents. En dépit des prétentions mutuelles, cela se vaut aussi pour le mouvement malnommé «alliance musulmane-gauche». Dans cette guerre civile, aucun des combattants ne mérite notre soutien, malgré la massive intervention militaire syrienne.

La guerre civile actuelle est le legs de la domination impériale ottomane et française, et de l'inter-pénétration d'innombrables communautés religieuses: faits qui retardèrent le développement capitaliste et empêchèrent la

suite page 18

**Le combat à France-Soir et la liberté
de la presse page 5**

La Vérité, premier journal résistant page 10

Le SPD et le travail femmes révolutionnaire page 11